

Impérialistes fauteurs de chômage et de guerre Qu'ils coulent dans le Golfe!

11 novembre – Le danger mortel que représente pour les travailleurs du monde entier la mobilisation de guerre conduite contre l'Irak par les Bush, Thatcher et autres Mitterrand se fait chaque jour plus menaçant.

Le président américain vient de décider l'envoi de cent cinquante mille hommes et d'un millier de tanks pour renforcer la puissante armada impérialiste déjà déployée dans les sables de l'Arabie saoudite et dans les eaux du Golfe; parallèlement il est en train de resserrer les liens de sa coalition anti-irakienne dans le but avoué de lancer – avec ou sans la caution de l'ONU – une attaque. Et criminellement Gorbatchev lui en a donné le feu vert. Le Moyen-Orient est devenu un gigantesque baril de poudre qui n'attend plus qu'une étincelle pour exploser.

Le général Schwarzkopf, commandant des troupes US dans le Golfe, a récemment déclaré que les Américains auraient à accepter «*patiemment*» une guerre du désert qui «*durerait un long, long temps et tuerait un bon paquet de gens*» (*Atlanta Journal and Constitution*, 28 octobre). Thatcher a déjà fait réserver des lits dans les hôpitaux en prévision d'un afflux de blessés, et *le Monde* du 9 novembre révèle que la Grèce vient de placer en état d'alerte ses hôpitaux militaires. Les dirigeants occidentaux ont pendant des années soutenu sans sourciller le boucher Saddam Hussein, convenant alors fort bien à leurs intérêts; aujourd'hui, toujours pour défendre les fabuleux profits des compagnies pétrolières et maintenir la planète sous la botte impérialiste, ils se préparent à envoyer à l'abattoir des milliers de jeunes soldats et des centaines de milliers d'Irakiens. *Actions ouvrières contre l'agression anti-irakienne! Troupes impérialistes, hors du Golfe! Il faut briser le blocus de l'Irak!*

A bas la croisade anti-irakienne de Mitterrand!

Les soi-disant «*socialistes*» qui gouvernent la France accomplissent à nouveau avec une totale loyauté – et au grand regret de leurs incorrigibles suivistes du PCF et de l'«*extrême gauche*» – leur sale boulot de larbins patentés de l'impérialisme français. Le dispositif «*Daguet*» fait sans aucun doute minable comparé à l'impressionnant corps expéditionnaire US; c'est néanmoins une dangereuse contribution meurtrière à l'agression anti-irakienne, à la mesure de cet impérialisme de seconde zone qui est prêt à tout pour ne pas se faire exclure de l'«*ordre nouveau*» que Bush veut imposer.

Dans la «*coalition*» anti-irakienne, la France fait néanmoins figure de maillon



Gamma



Der Spiegel

Bush et Mitterrand vont en guerre. L'armada occidentale, hors du Golfe! Défense militaire de l'Irak contre l'agression impérialiste!

le plus faible. (Saddam Hussein ne s'y est pas trompé quand il a libéré les otages français.) Il faut dire que le jour où a été déclenché le conflit contre l'Irak, la France impérialiste a vu tout s'effondrer: ses rêves gaulliens de «*grande puissance*», sa politique moyen-orientale laborieusement mise sur pied et même... un de ses principaux marchés de ventes d'armes – un secteur clé de ses exportations – déjà dramatiquement en chute libre depuis 1989. En se décidant à jouer les supplétifs peu glorieux de l'armée US dans le Golfe, Mitterrand et avec lui l'ensemble de la bourgeoisie française ne font que chercher à sauver ce qu'ils peuvent de la traditionnelle influence française dans la région.

Mais au fur et à mesure que le temps passe, il se confirme que la guerre ne sera ni fraîche ni joyeuse, et y compris en cas de victoire il n'y a aucune garantie que leurs puissants «*alliés*» américains leur laissent même quelques miettes. En

plus, le «*front intérieur*», de moins en moins sûr, pourrait bien leur pêter à la gueule. D'où la préférence française de plus en plus marquée pour une «*solution diplomatique*», plus en rapport avec ses réels moyens économiques et militaires, qui lui permettrait d'utiliser ses trop fameux «*liens historiques*» avec les despotes sanguinaires de la région pour tirer plus aisément son épingle du jeu – le tout à l'ombre de la menaçante soldatesque impérialiste! Mais en cas de conflit majeur la marge de manœuvre de l'impérialisme français est pour le moins étroite. Et Dumas, ministre des Affaires étrangères, s'est empressé de réaffirmer la solidarité entre la France et son puissant «*allié*»: «*Le gouvernement américain apprécie l'action de la France [dans le Golfe]*» (*le Monde*, 11-12 novembre).

Ayant quand même décidé de jeter ses forces dans cette expédition néo-coloniale, le gouvernement Mitterrand multiplie les appels à «*l'unité nationale*»

pour, comme le déclara Rocard, «*partager équitablement les efforts imposés au pays*» (*l'Humanité*, 30 août). Traduit du mitterrandien, «*partage équitable*» signifie: pour le patronat, le cadeau d'une dizaine de milliards supplémentaires (sous forme de réduction d'impôts sur les bénéfices réinvestis, de déflafonnement et baisse de sa cotisation pour les accidents du travail, d'exonération de charges sociales, etc.) et, pour les travailleurs, le blocus des salaires, l'offensive contre la protection sociale, l'attaque redoublée contre l'emploi (cf. les 5 000 et 4 620 «*suppressions d'emplois*» respectivement chez Bull et Renault), etc. Le tout sur fond de discrimination et de terreur racistes qui constituent désormais le quotidien horrible de la France de Mitterrand.

Mais les mesures dites «*d'ajustement*» prises par ce gouvernement antiouvrier ne sont qu'un pâle avant-goût de ce qu'il nous réserve en cas de guerre chaude – sans parler du régime d'exception nécessaire pour mettre au pas le mouvement ouvrier et écraser l'«*ennemi intérieur*». L'intérêt des travailleurs n'est aucunement de faire la «*paix sociale*» et de lier leur sort à celui de leurs ennemis de classe; leur intérêt est de voir Mitterrand et ses maîtres capitalistes ramasser, avec ses complices occidentaux, la plus mémorable raclée dans le Golfe. Cela signifie défendre l'Irak contre les bandits impérialistes. Ce qu'il faut pour arrêter les fauteurs de guerre impérialistes, ce sont des grèves politiques, des actions ouvrières comme celle engagée en septembre dernier par les marins de Toulon refusant d'embarquer sur des navires réquisitionnés. *Les agresseurs impérialistes doivent être vaincus!*

Rocard exprimait devant le Parlement sa «*crainte de voir cette cohésion [nationale] s'effriter [...] dès lors qu'il s'agit de prendre en compte les conséquences économiques et sociales de cette crise internationale*» (*le Monde*, 4 septembre). Crainte justifiée! La jeunesse montre partout dans ce pays depuis la rentrée scolaire, dans les lycées et dans les rues, qu'elle n'est pas prête à se sacrifier pour cette soi-disant «*démocratie*» occidentale – cette «*démocratie*» qui la voue au chômage et aux «*petits boulots*», cette «*démocratie*» de la persécution policière quotidienne et des crimes racistes banalisés.

Le matraquage médiatique préparant à la guerre contre l'Irak n'a pas réussi non plus à museler les travailleurs en les enchaînant dans une «*union sacrée*» avec «*leur*» bourgeoisie. De la Sécurité sociale aux dockers, des grèves combattives n'ont pas cessé d'éclater, mais des grèves que les bureaucraties syndicales ont main-

Suite page 2

M 2651 - 106 - 5,00 F



Regroupements révolutionnaires

Canada... p. 5

Pologne... p. 6

Dublin... p. 8



Golfe...

Suite de la page 1

tenues dans un dangereux isolement. Les travailleurs rejettent massivement l'attaque que constitue l'instauration de la « contribution sociale généralisée » (nouveau impôt payé à plus de 90 % par les salariés, retraités et même chômeurs) qui va notamment permettre au gouvernement d'exercer un contrôle a priori sur les dépenses de santé. Ce qui se profile derrière la CSG, c'est la rentabilisation renforcée des hôpitaux publics, la limitation accrue des remboursements pharmaceutiques et des soins, sans compter les graves menaces qui pèsent sur les retraites. *Nous revendiquons une santé gratuite et de qualité pour tous !* Le combat pour la protection sociale est traditionnellement dans ce pays au cœur de puissantes mobilisations ouvrières. Rappelons que les grèves de 1967 ripostant aux attaques de De Gaulle contre la Sécurité sociale ont été pour beaucoup dans l'éclatement de Mai 68.

Le gouvernement Mitterrand multiplie ces derniers temps tous les signes d'un régime en fin de règne. Il n'y a quasiment pas un jour où n'éclate un scandale dans lequel sont impliqués des dignitaires du régime ou des membres de l'appareil d'Etat : affaires de fausses factures (où est cité le nom du ministre de la... « Justice » !), assassinat du pasteur homosexuel Doucé (où apparaissent des inspecteurs des Renseignements généraux), cambriolage des locaux de SOS-Racisme ou encore contrôle du courrier du PCF de Metz – toujours par les mêmes RG, etc. Et ce ne sont certainement pas les « auto-amnisties » qui vont arranger les affaires de la bourgeoisie ! Le danger est grand de voir un Le Pen profiter de cette pourriture pour se renforcer encore et organiser ses bandes de nerfs antiouvriers et racistes. Mais il ne serait fort que de notre faiblesse. La classe ouvrière doit passer à la contre-offensive.

La bourgeoisie française, déjà humiliée dans ses prétentions de « puissance internationale » et qui ressortirait encore affaiblie d'une guerre, connaît aujourd'hui une crise de sa domination politique. (Face à un Mitterrand vieillissant, l'opposition bourgeoise parlementaire n'est capable que de se déchirer.) C'est le

Télégramme du CDDS à Chevènement

Le 7 novembre dernier, le Comité de défense sociale (CDDS) a adressé au ministre de la « Défense » le télégramme ci-dessous reproduit. Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la LTF.

Le Comité de défense sociale exige que soient immédiatement levées toutes sanctions contre appelés Pascal Bidaux et Frédéric Poncet pour leur participation à manifestation du 20 octobre contre intervention impérialiste dans Golfe. Aujourd'hui vos préparatifs de guerre dans Golfe menacent une nouvelle génération de servir de chair à canon en défense intérêts pétroliers et domination impérialiste. Nous défendons les peuples irakien et arabes

Les deux appelés sanctionnés pour leur participation à la manifestation du 20 octobre. Levée immédiate de toutes les sanctions !



contre agression des impérialistes français, américains dans Golfe. Ce sont des actions ouvrières, telle celle engagée en septembre dernier par marins Toulon refusant embarquer sur bateaux réquisi-

tionnés, qui arrêteront cette sale guerre. Nous appelons à des actions ouvrières pour briser blocus contre Irak. Troupes françaises, américaines, hors du Golfe. CDDS – B.P. 202, 75822 Paris Cedex 17

moment pour la classe ouvrière de ce pays, et avec elle les jeunes et tous les opprimés, de faire converger leurs mobilisations pour faire payer la bourgeoisie et son gouvernement « socialiste » pour toutes ces années d'austérité, de chômage, de misère, de terreur raciste. *Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille ! A bas la terreur et la ségrégation racistes ! A travail égal, salaire égal ! Augmentation massive des salaires ! Non aux licenciements ! Echelles mobiles des salaires et des heures de travail !*

Passer à la contre-offensive ouvrière

En bon analyste de la bourgeoisie « éclairée », le Monde (11-12 novembre) s'interroge : « Les lycéens et les adversaires de la contribution sociale généralisée (CSG) peuvent-ils, par la conjonction dans le temps de leur contestation, mettre un terme à l'expérience gouvernementale rocar-

dienne ? La question est considérée comme sérieuse par les dirigeants socialistes, même si la plupart d'entre eux s'empressent d'y répondre par la négative [...] » Mais c'est précisément parce que ces dirigeants « socialistes » savent qu'il n'y a aucune force dirigeant actuellement les mobilisations qui ne veut de cette « conjonction ». Ils savent au contraire qu'ils peuvent compter sur les dirigeants du PCF et des syndicats pour chercher à maintenir isolées ces mobilisations et dévoyer la combativité dans des actions inefficaces, sans perspective.

Les dirigeants de la FEN, qui appellent enfin à manifester avec les lycéens le 12 novembre, ont attendu un long mois pour leur donner un « soutien », et sans mobiliser pour ce jour-là. Quant aux dirigeants de FO et de la CGT, ils ont bien pris garde d'appeler à des grèves et manifestations contre la CSG... le 14 novembre ! La direction du PCF menace de voter au Parlement la censure contre Rocard à propos du budget. Mais Marchais et Cie s'empressent de rassurer qu'ils sont un couteau sans lame : « Le but n'est [...] pas de renverser le gouvernement », et d'ajouter d'ailleurs qu'ils restent « disponibles » pour un gouvernement de gauche (*l'Humanité*, 27 octobre). Effectivement, ils n'ont – comme la LCR et le reste de l'« extrême gauche » domestiquée – pas d'autre issue qu'un nouveau gouvernement de collaboration de classes : une réédition de celui de 81 qui inaugura l'austérité « de gauche ».

Les prétentions « révolutionnaires », affichées à l'envi par le PCF devant la jeunesse mobilisée, cachent que dans les faits il est un parti fondamentalement attaché à la défense des intérêts de la bourgeoisie française. Ainsi, dès le début du conflit dans le Golfe, Marchais a expliqué qu'il se déterminait « par rapport aux intérêts de la France » (*l'Humanité*, 8 septembre). Il ne fait au fond que proposer à des politiciens soi-disant « pacifistes », sociaux-démocrates et bourgeois, un bloc « antiguerre » de collaboration de classes pour une autre politique, qu'il prétend meilleure pour les profits de l'impérialisme français : « Chaque fois que la France a joué sa propre carte, s'est servie de ses atouts historiques dans la région [sic], n'a pas craint de prendre des initiatives indépendantes, elle en est sortie grandie, et elle en a été payée de retour » (*l'Humanité*, 30 octobre). Qu'en termes galants ces choses-là sont dites ! Elle a certes été « payée » – avec la sueur et le sang des peuples coloniaux surexploités, opprimés !

Marchais joue aussi devant les travailleurs et les milliers de jeunes mobilisés,

qui ne veulent pas de la guerre, au « défenseur de la paix ». Mensonge impudent : « Qu'attend Paris pour commencer à désengager ses troupes terrestres du Golfe en laissant sur place ses forces navales chargées de faire respecter l'embargo de l'ONU ? » (*Ibid.*) Nous ne ferons pas à Marchais l'injure de supposer qu'il ignore comment ces forces navales feront « respecter l'embargo » !

Les Marchais et Cie multiplient, pour se gagner les faveurs des sociaux-démocrates et bourgeois, les plus ignobles preuves de leur social-chauvinisme et de leur utilité à la tête des mobilisations ouvrières et lycéennes comme pompiers sociaux. Mais dans une situation sociale et politique tendue, malgré des traîtres aussi chevronnés que ceux qui dirigent le mouvement ouvrier français, la moindre action peut servir d'étincelle à une véritable contre-offensive ouvrière.

Le PCF est un parti failli. Les oppositions « officielles » apparues dernièrement en son sein ne sont – des Juquin aux Fiterman – que des oppositions social-démocrates conséquentes. Les communistes véritables n'ont rien à faire ni attendre d'un tel parti. La tâche cruciale de l'heure est de construire un parti révolutionnaire qui engage le combat résolu et intransigeant contre le gouvernement Mitterrand, pour un gouvernement ouvrier expropriant la bourgeoisie, pour en finir avec ce système impérialiste en décomposition qui ne peut générer que chômage, misère, racisme, fascisme et guerre. ■

Meetings de la LTF

Pour la défaite des Impérialistes dans le Golfe !
Il faut briser le blocus de l'Irak !
Pour la défense de l'Irak – Les masses travailleuses
doivent chasser le boucher Saddam Hussein !

ROUEN
le 22 novembre à 18 H

La Halle aux toiles, salle n° 10

PARIS
le 23 novembre à 19 H 30
LSC, 69 ter, rue de la Chapelle
Métro : Porte de la Chapelle



LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS !

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION : François Donau.
REVISEUR-REDACTEUR : Carine Gance.
DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Routage de Paris
5, chemin des Fruitières
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Continuité de l'Etat français

Pourquoi Mitterrand ne veut pas juger Bousquet

En 1983, Mitterrand avait décrété l'amnistie complète des généraux putschistes de l'OAS. Aujourd'hui, son gouvernement s'évertue, au nom de la « paix civile », à empêcher le procès de René Bousquet, Maurice Papon et Paul Touvier, trois criminels de guerre français inculpés de « crimes contre l'humanité » pour avoir participé activement à la déportation des 75 000 Juifs arrêtés et expédiés vers les camps d'extermination nazis par le régime de Vichy. A l'heure où une nouvelle génération s'éveille à la politique et secoue la chape de plomb d'un régime Mitterrand à bout de souffle, celui-ci redouble d'efforts pour lui imposer le mensonge d'une « histoire » officielle où l'Holocauste ne doit avoir que le visage du bourreau nazi allemand Barbie, et pas celui du milicien fasciste Touvier et des hauts fonctionnaires Papon et Bousquet.

Fin octobre, le parquet général de Paris – un rouage de l'appareil judiciaire directement soumis au gouvernement – décidait que René Bousquet, qui fut chef de toutes les polices françaises de 1942 à 1944, ne pourrait être jugé que par la « Haute Cour de Justice » instituée en 1944, jamais convoquée depuis quarante ans et dont les statuts précisent qu'elle doit être composée de « sénateurs ou députés en cours de mandat au 1^{er} septembre 1939 ». Cynisme impudent. Entre les mains expertes de la « justice » de Mitterrand, le dossier Bousquet est destiné à connaître le même sort que celui de Jean Leguay, bras droit de Bousquet en zone occupée pendant la guerre: inculpé de « crimes contre l'humanité » en mars 1979, Leguay est mort dans son lit dix ans plus tard sans avoir été jugé.

En protégeant Bousquet comme en amnistiant les généraux de l'OAS, Mitterrand ne fait que défendre la continuité de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, et ce faisant les hommes qui, comme lui, l'ont servi fidèlement. Car la perpétuation de la dictature de classe de la bourgeoisie requiert que ceux qui ont tenu à un moment ou à un autre les rênes de l'appareil de répression soient assurés d'une large impunité, quelle qu'elle ait été l'horreur de leurs crimes. Elle exige aussi de falsifier et refalsifier en permanence l'histoire pour tenter d'effacer toute la boue et le sang dont l'Etat impérialiste est maculé – car l'Etat qui expédiait les Juifs dans l'enfer des usines de la mort nazies et menait une répression sauvage contre les ennemis de la « Révolution nationale » de Pétain, l'Etat colonial qui massacrait sauvagement les peuples de Madagascar, d'Indochine et d'Algérie en lutte pour leur indépendance, et l'Etat de la « France des droits de l'homme » de Mitterrand ne font qu'un.

Hissé à la « magistrature suprême » de l'impérialisme français sur le pavois du front populaire, avec la complicité active du PCF réformiste et des charlatans de l'« extrême gauche », Mitterrand lui-même affecte volontiers d'être, sinon un « homme de gauche », du moins un homme d'une grande « conscience morale ». Mais cet « humaniste » n'a jamais reculé devant rien pour servir les intérêts de sa classe, depuis le ministre de l'Intérieur qui en 1956 proclamait « l'Algérie, c'est la France » et dirigeait une répression féroce contre le peuple algérien, jusqu'au président « de gauche » qui ordonnait à ses barbouzes de couler le *Rainbow Warrior* pour le « crime » de vouloir s'opposer aux essais nucléaires français.

Les idéologues bourgeois et les réformistes du PCF entretiennent soigneuse-

juger Bousquet



Chief de toutes les polices, Bousquet (au premier plan) dans une inspection en 1942.

ment le mythe qui veut que le régime du maréchal Pétain, qui gouverna la France entre juillet 1940 et août 1944, n'ait été qu'une simple façade de l'oppression exercée par l'occupant allemand. Ainsi l'imagerie d'Epinal de la Résistance représente toujours celle-ci combattant une Gestapo omniprésente.

Bousquet ou les crimes de la police

La réalité est tout autre. Dans leur remarquable ouvrage *Vichy et les Juifs*, les historiens américains Paxton et Marrus relèvent qu'« au milieu de 1942, les autorités d'occupation ne disposaient en France que de trois bataillons de police soit entre 2 500 et 3 000 hommes. Relativement isolée dans la société française et souvent haïe par la population, la police allemande fonctionnait avec difficulté [...]. Parmi les policiers, peu nombreux étaient ceux qui parlaient français, et moins nombreux encore ceux qui connaissaient bien les villes et les campagnes [...]. Contrairement aux Allemands, les Français avaient un puissant appareil policier. Il avait survécu presque intact à la débâcle de 1940. » En 1942, quand Bousquet en centralise tous les leviers de commande, cet appareil de répression compte près de 100 000 policiers et gendarmes.

C'est cette police qui se chargera de l'immense majorité des rafles et des déportations de Juifs, et notamment de la tristement célèbre « rafle du Vel d'Hiv » effectuée dans la région parisienne, les 16 et 17 juillet 1942. En tout, 75 000 Juifs furent déportés depuis la France vers les camps d'extermination nazis entre 1942 et 1944 – dont seuls 2 500 devaient revenir. Fichés puis arrêtés par l'administration et la police françaises, ils étaient ensuite rassemblés dans des camps comme celui de Drancy, dans la banlieue nord de Paris – un camp de concentration gardé par la gendarmerie française et où 3 000 personnes périrent de maladie et de faim – avant d'être entassés par ces mêmes gendarmes français dans des wagons à bestiaux expédiés vers l'enfer d'Auschwitz et des autres usines à tuer nazies.

Jusqu'au début 1944, c'est aussi la police française qui, aux termes des accords conclus en juillet 1942 entre Bousquet et le général SS Oberg, chef des forces de police nazies en France, était chargée de lutter contre « les commu-

nistes, les terroristes et les saboteurs » et d'assurer « la répression de tous les ennemis du Reich [...] en livrant ce combat elle-même sous sa propre responsabilité ». Ainsi, les combattants des FTP-MOI, ces unités formées de militants communistes étrangers héroïques qui constituèrent pendant des mois les seuls groupes de combat du PCF à Paris et à Lyon, furent traqués et arrêtés non pas par la Gestapo – comme l'écrivait alors la presse clandestine du PCF – mais par les « brigades spéciales » de la police française. Et si certains des militants et combattants ainsi arrêtés étaient ensuite livrés aux tortionnaires de la Gestapo et de l'Abwehr, nombre d'entre eux furent condamnés à mort par des tribunaux français, les fameuses « sections spéciales ».

1940 : la « Révolution nationale » au pouvoir

Les hommes de Vichy n'avaient pas attendu les ordres des Allemands pour s'en prendre aux Juifs et aux communistes. Ils étaient arrivés au pouvoir en 1940 avec le soutien de la grande majorité de la bourgeoisie française et un programme politique précis, la « Révolution nationale », dont la « collaboration » avec le Reich victorieux ne constituait que la condition. Quand en mai-juin 1940 la Wehrmacht de Hitler mit en quelques

semaines en déroute l'armée française, seule une fraction ultra-minoritaire de la classe dirigeante, qui se rassemblera bientôt derrière le général de Gaulle exilé à Londres, estimait qu'au bout du compte, l'Allemagne finirait par perdre une guerre devenue mondiale et qu'en conséquence, la défense des intérêts à long terme de l'impérialisme français exigeait de poursuivre la guerre aux côtés des puissances anglo-saxonnes en se repliant sur l'empire colonial, et notamment l'Afrique du Nord.

Le gros de la bourgeoisie resta sourde à ces arguments. La révolte ouvrière commencée avec la grande vague de grèves de 1936 n'avait été que difficilement contenue puis brisée par le Front populaire. Quatre ans plus tard, la bourgeoisie – qui se souvenait aussi que la défaite de 1870 avait débouché sur la Commune de 1871 – était en proie à la terreur panique d'une insurrection ouvrière. Balayant en un tour de main les débris pourris d'un régime parlementaire totalement discrédité, l'état-major, la grande bourgeoisie et ses agents de la clique bureaucratique d'Etat instaurèrent alors leur dictature directe. La République devint l'« Etat français », un régime bonapartiste sénile avec pour chef suprême le maréchal Pétain, dont le principal titre de gloire était d'avoir en 1917 réprimé dans le sang les mutineries dans les tranchées.

Sous l'enseigne de la « Révolution nationale », le régime de Vichy rassemblait, pour la grande « revanche » contre la République qui avait permis 36, tous les courants de la droite réactionnaire et de l'extrême droite fasciste (sauf ceux qui étaient trop anti-Allemands pour accepter la capitulation devant les « Boches »), avec comme thèmes unificateurs la nécessité d'un régime « fort » pour « régénérer la France » et un antisémitisme forcené qui se manifesterait dès juillet 1940 par les premiers décrets-lois organisant la discrimination antisémite.

1944 : la révolution à l'ordre du jour

Si elle convenait comme un gant à une bourgeoisie qui voulait conjurer sa peur de classe dans une orgie crapuleuse de réaction, la « Révolution nationale » avait cependant un défaut majeur : elle liait le maintien de la domination bourgeoise en France aux succès militaires de Hitler, engagé à partir de décembre 1941 dans

Suite page 4



La police française gérait les camps de concentration et de transit vers les chambres à gaz (ici près d'Orléans en 1941).

Bousquet...

Suite de la page 3

une lutte à mort avec l'Etat ouvrier soviétique. Après la victoire de l'Armée rouge à Stalingrad, pendant l'hiver 1942-43, il devint progressivement clair pour la bourgeoisie que la défaite de l'Allemagne nazie n'était plus qu'une question de temps. En 1944, les débarquements anglo-américains, suivis par la retraite précipitée de la Wehrmacht, laissèrent le régime de Vichy seul face à une classe ouvrière qui relevait la tête, occupait les usines et s'armait à la faveur des insurrections populaires qui éclataient partout dans le pays.

Le « régime fort » de Pétain s'effondrant ignominieusement, une majorité de la population voyait clairement qu'au-delà même des dignitaires de Vichy en fuite, l'appareil d'Etat était mouillé jusqu'au cou dans les atrocités nazies, et que la bourgeoisie s'était enrichie scandaleusement en affamant le peuple pour le compte des nazis – en un mot, le cadre politique de la domination capitaliste était brisé. Une révolution sociale n'était pas seulement rendue possible par l'effondrement du régime et le désarroi de la bourgeoisie, elle était une exigence de simple justice, le seul moyen de régler les comptes de la collaboration.

C'est ce pour quoi luttèrent les trotskystes du Parti communiste internationaliste, qui écrivaient dans le numéro spécial de leur journal *la Vérité* du 11 août 1944: « Hitler s'effondre. Les Américains approchent de Paris. La classe ouvrière doit mettre à profit la situation et passer à l'action pour assurer elle-même sa libération contre le fascisme et la réaction, contre la terreur et la dictature, contre ses exploités capitalistes. » Les trotskystes appelaient à des « MILICES OUVRIÈRES D'ENTREPRISES ET DE QUARTIERS », et à la fraternisation révolutionnaire avec les soldats allemands: « Les soldats allemands désertent en masse. Ce sont des travailleurs comme vous. APPELEZ-LES A FRATERNISER, à vous donner leurs armes, A SE JOINDRE A VOUS DANS LA LUTE CONTRE LEURS BOURREAUX ET LES NOTRES: LES SS ET LA GESTAPO. »

Malheureusement, les trotskystes, qui depuis le début de la guerre avaient payé un terrible tribut à la répression féroce des nazis et de la police de Vichy ainsi qu'aux assassins staliniens, se révélèrent trop faibles pour opposer victorieusement leur perspective révolutionnaire et internationaliste à la politique de collaboration de classe chauvine du PCF. Car une nouvelle fois, comme en 1936, la bourgeoisie ne devrait le salut de sa domination de classe qu'au front populaire – le dernier rempart de l'ordre bourgeois.

1944 : le PCF au secours de la bourgeoisie

Le PCF était alors, et de très loin, le principal parti ouvrier et le principal parti tout court. A travers les Francs-tireurs et partisans (FTP), il dirigeait les principales forces armées de la Résistance, et jouissait d'un prestige et d'une autorité politique immenses parmi les ouvriers avancés et de très larges couches de la population, qui savaient le sang versé sans compter par ses militants dans la lutte contre l'occupant, et la lutte titanesque que menaient contre l'hitlérisme ses camarades d'Union soviétique.

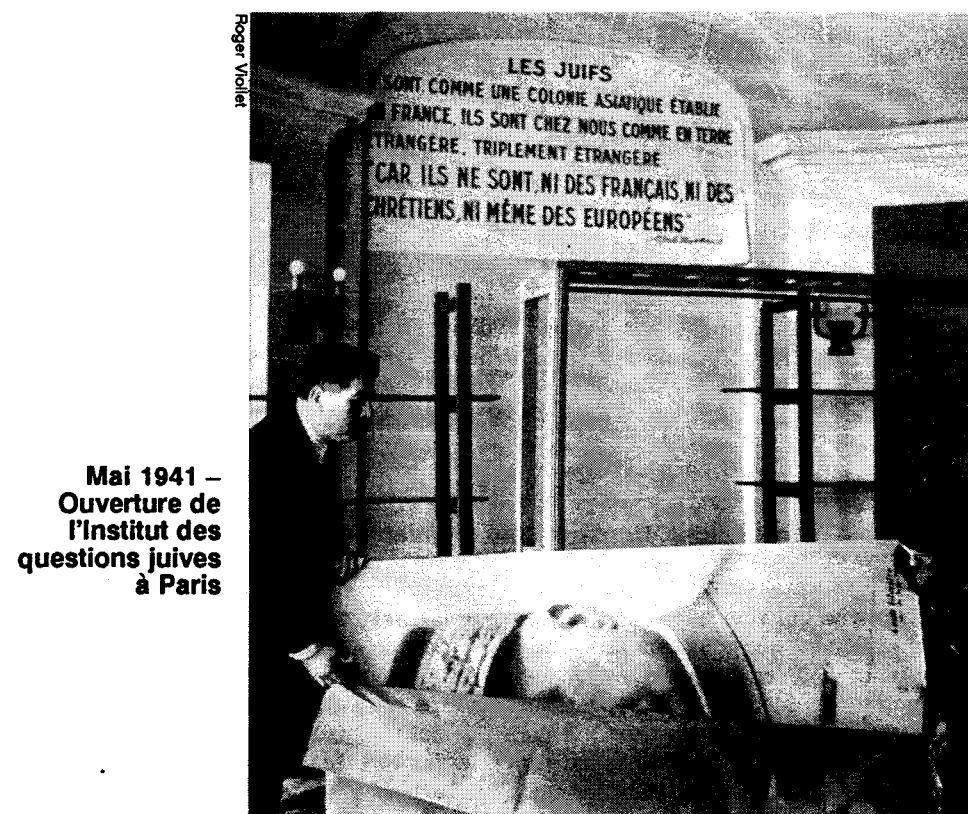
Pourtant, dès 1942, la direction Thorez-Duclos du PCF avait scellé le front populaire qui serait celui de la « Libération » en entrant dans le « Conseil national de la Résistance » créé par de Gaulle, se subordonnant politiquement à la bourgeoisie « résistante » (dont l'influence politique réelle était alors infiniment moindre que la sienne). Le programme de ce front populaire était des plus simples: chasser les « Boches » du sol sacré de la patrie, et rétablir « les institutions républicaines » – autrement dit,

l'Etat et la domination de classe de la bourgeoisie.

C'est exactement ce qui fut fait à la « Libération ». Alors que nombre de villes étaient effectivement contrôlées par des comités insurrectionnels où l'influence des organisations ouvrières était souvent déterminante, ces comités durent remettre le pouvoir à des émissaires envoyés par de Gaulle. Ceux-ci reprurent en main l'administration et la police vichystes qui se débadaient, les protégeant de la juste colère des résistants, et entreprirent d'assurer l'« ordre » en désarmant la population. Les combattants FTP furent sommés soit de rendre leurs armes, soit d'intégrer l'armée régulière reconstituée autour des troupes coloniales d'Afrique du Nord et de partir combattre sur le

meritent d'être encouragés par l'estime des citoyens. »

Au terme de cette soi-disant « épuration administrative », l'immense majorité des cadres de la police de Vichy restèrent en fonction, ainsi que plus des trois quarts des juges qui avaient pourtant tous accepté de prêter serment d'obéissance au maréchal Pétain. Mieux encore, ces mêmes magistrats qui hier encore condamnaient des résistants pour « terrorisme » allaient maintenant être chargés de juger les hommes de Vichy. Ils firent preuve dans ces procès obscènes d'une « clémence » d'autant plus grande que les seuls chefs d'accusation retenus contre les inculpés étaient ceux d'« intelligence avec l'ennemi » et d'« actes nuisibles à la Défense nationale » – ce qui



Mai 1941 – Ouverture de l'Institut des questions juives à Paris

front qui s'éloignait vers l'Allemagne.

Au retour de son exil à Moscou, le secrétaire général du PCF Maurice Thorez rappelait fermement aux militants communistes que les mots d'ordre du parti n'étaient pas la révolution sociale mais la restauration de l'« ordre » bourgeois: Un seul Etat, une seule police, une seule armée. Au gouvernement, les ministres du PCF se firent les complices de la répression sanglante nécessaire au rétablissement de la domination coloniale dans l'« empire », comme le massacre par l'armée de milliers d'Algériens à Sétif, le 8 mai 1945. Ses dirigeants combattirent les grèves et les occupations d'usines, exhortant les travailleurs à se soumettre à la volonté du capital au nom de la « bataille de la production ».

L'abcès purulent des crimes de Vichy

La trahison commise alors par la direction du PCF permit à la bourgeoisie et à de Gaulle de faire en sorte que l'appareil d'Etat de Vichy s'« épure » lui-même, avec comme résultat qu'aujourd'hui encore les crimes de Vichy restent impunis continuent à infecter la société française comme un abcès purulent.

Dans ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle décrit le mécanisme de cette « épuration » de l'appareil d'Etat: « Le Gouvernement provisoire décida de consulter les administrations elles-mêmes pour éclairer les sanctions à prendre. Dans chaque département ministériel, une commission d'épuration recueillait les informations, le ministre statuant ensuite par arrêté ou le gouvernement par décret. Le recours en Conseil d'Etat restait, naturellement, ouvert [...]. Sur un effectif de plus de 800 000 [fonctionnaires], les enquêtes ne constituèrent qu'environ 20 000 dossiers, au vu desquels furent prononcées 14 000 sanctions dont à peine 5 000 révocations. C'est en connaissance de cause que je déclarai, par la radio, le 18 janvier: "Ceux qui ont l'honneur de servir l'Etat le servent, j'en réponds, avec ardeur et discipline et

permettait aux accusés de se prévaloir à bon droit de ce qu'ils n'avaient fait qu'appliquer loyalement la politique réactionnaire de l'Etat français ».

Le procès de René Bousquet est un épisode assez typique des procès des hauts fonctionnaires « collaborateurs ». Bousquet est jugé en juin 1949, après trois ans de détention préventive. La guerre froide vient de commencer, et le porte-parole du gouvernement Queuille, un jeune politicien bourgeois plein d'avenir du nom de François Mitterrand, a présenté un projet de loi sur l'amnistie des crimes et délits commis sous l'Occupation. Après trois jours de procès où son rôle dans la déportation des Juifs ne sera évoqué qu'en passant (« entre deux bons mots », écrira un journaliste de l'*Union de Reims*), la « Haute Cour de Justice » condamnera Bousquet à cinq ans de « dégradation nationale »... dont il sera aussi relevé pour « faits de résistance ». Bousquet ne poursuivra pas plus loin sa sinistre carrière dans l'appareil d'Etat: la grande bourgeoisie accueillera alors à bras ouverts dans ses conseils d'administration ce brillant et encore jeune « grand commis de l'Etat » qui l'avait si loyalement servi.

Dressant le bilan des procès de la « Libération », de Gaulle écrit: « Quant aux 39 900 condamnations à la détention que prononcèrent les cours de Justice, elles furent, dans leur ensemble, équitables et modérées. [...] Encore, par des remises de peine, le gouvernement atténua-t-il l'effet d'un grand nombre de jugements. C'est ce qu'il fit, en particulier, pour beaucoup de malheureux jeunes gens qui s'étaient laissés attirer dans la "Milice", la "Légion des volontaires français" ou la "Phalange africaine", et qui reçurent la possibilité de s'engager dans le Corps expéditionnaire d'Indochine » (Ibid.)

Malheureusement pour l'impérialisme français, le renfort de cette lie de l'humanité qu'étaient les tueurs fascistes de la Milice – les SS de Vichy – et de la « Légion des volontaires français contre le bolchévisme » partis combattre l'Ar-

mée rouge aux côtés des nazis ne suffira pas à empêcher la défaite de son corps expéditionnaire face au peuple vietnamien luttant pour sa libération nationale et la révolution sociale. Il est réconfortant de penser qu'en 1954, quand l'élite des tueurs des paras et de la Légion étrangère a été écrasée dans la cuvette de Dien Bien Phu, certaines des balles tirées par les soldats du général Giap ont aussi vengé des Juifs et militants communistes assassinés dix ans plus tôt en France ou en URSS.

Papon : de l'Holocauste aux ratonnades

Cette lugubre continuité entre les crimes de Vichy et ceux des guerres coloniales est illustrée avec une sinistre exemplarité par la carrière d'un certain Maurice Papon, aujourd'hui inculpé comme René Bousquet de « crimes contre l'humanité » pour son rôle d'auxiliaire de la « solution finale » nazie.

Sous l'Occupation, Maurice Papon était secrétaire général de la préfecture de Gironde en charge des « questions juives », autrement dit du recensement et de la déportation des Juifs de la région bordelaise. A ce titre, il porte la responsabilité directe de la déportation de 1 700 Juifs. Les nazis le jugent « habile et zélé ». En 1944, Papon ne sera à aucun moment inquiété. En août 1944, il est nommé directeur de cabinet du nouveau préfet nommé par de Gaulle, et rectifie lui-même le rapport défavorable établi contre lui par le comité d'épuration! Dès 1945, il va mettre les compétences acquises au service de Vichy au service de la préservation de l'« ordre » colonial.

Voici quelques étapes significatives dans la suite de la carrière de Papon: octobre 1945, chef de la sous-direction Algérie du ministère de l'Intérieur; 1949: préfet de Constantine (Algérie); juin 1954: responsable du « maintien de l'ordre » au Maroc, agité par des « menées nationalistes »; 1956: préfet de région à Constantine, chargé d'organiser la répression dans tout l'Est algérien.

Couronnement de cette carrière de flic, en mars 1958 Papon est nommé préfet de police de Paris, où après avoir contribué à la réussite du coup d'Etat de de Gaulle, il va continuer avec férocité la répression contre le FLN algérien. C'est sous ses ordres que la police parisienne réprimera dans le sang, le 17 octobre 1961, une manifestation pacifique d'ouvriers algériens. Au cours d'une sanglante ratonnade, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants seront massacrés de sang-froid, fauchés par les balles de mitraillettes, tabassés à mort, jetés à la Seine. Vingt et un mille manifestants seront jetés dans des stades transformés en camps de concentration; la plupart y resteront une semaine sans manger, battus et terrorisés par les « gardiens de la paix ». En récompense de sa vie de fidèle défenseur de l'« ordre », Papon deviendra ensuite député gaulliste puis ministre du dernier gouvernement Giscard, avant que les révélations du *Canard Enchaîné* sur son rôle dans les rafles des Juifs de Bordeaux ne viennent brutalement mettre fin à sa carrière politique en 1981.

Vengeance pour les victimes de l'impérialisme français !

Les soi-disant « socialistes » qui nous gouvernent voudraient bien pouvoir effacer de l'histoire les crimes de Vichy et ceux des guerres coloniales, parce que ce sont les crimes de l'impérialisme français dont ils sont aujourd'hui les fondateurs de pouvoir. De fait, au-delà des mythes et des falsifications, il y a une continuité entre l'Etat bourgeois d'aujourd'hui et l'Etat français de Vichy. Mais la classe ouvrière n'oubliera pas que les victimes des Bousquet, des Papon, malgré et contre les Mitterrand, réclament toujours vengeance. Justice ne sera faite que quand la révolution socialiste victorieuse mettra définitivement hors d'état de nuire la bourgeoisie et ses hommes de main. ■

Regroupements révolutionnaires

«Je pars parce que je suis un communiste»

Nous reproduisons ci-dessous la lettre de démission du Parti communiste du Canada (CPC) de Yossi Schwartz, distribuée aux délégués à la convention nationale du parti qui s'est tenue du 5 au 8 octobre. Yossi Schwartz était membre du CPC depuis 6 ans.

Suivant la ligne du dirigeant du CPC George Hewison, la convention de Toronto a voté l'abandon de toute référence au « marxisme-léninisme », pour ne se concentrer que sur « l'unité de la gauche » avec le New Democratic Party, un parti social-démocrate abominablement droitier. Une opposition de « gauche » autour de la dirigeante de l'Ontario du parti, Liz Rowley, a exprimé une molle opposition à certains des aspects liquidationnistes les plus flagrants de la « nouvelle pensée » de Hewison, tandis que l'ancien dirigeant du CPC et vétéran Bill Kashtan montrait un peu plus de combativité mais ne proposait que de la nostalgie pour le « bon vieux temps ».

En revanche, Schwartz s'est battu pour l'alternative révolutionnaire du bolchévisme de Lénine et Trotsky. Il avait été pendant un moment dans les années 70 militant de la tendance spartaciste internationale (maintenant Ligue communiste internationale), mais était retourné au bercail stalinien. Dans les derniers temps, il s'est fait remarquer dans le PC canadien en s'opposant aux « réformes de marché » pro-capitalistes de Gorbatchev et à sa politique d'apaisement de l'impérialisme. Dans une lettre au Canadian Tribune du CPC (29 janvier), Schwartz a appelé à « remplacer les deux ailes du stalinisme par un parti révolutionnaire de la classe ouvrière basé sur les principes internationalistes léninistes » en réponse à la montée des antagonismes nationalistes en Union soviétique. Le correspondant de ce journal à Moscou, le gorbatchévien Fred Weir, répondit en traitant l'appel de Schwartz à un retour au léninisme de « purisme ultra-gauche, de volontarisme et d'autoritarisme » (Canadian Tribune, 12 février).

En février, Schwartz fut à l'origine d'un appel signé par 21 « membres et amis du Parti communiste du Canada » dénonçant le premier ministre est-allemand (RDA), Hans Modrow, et son parti socialiste unifié (SED) pour avoir soutenu la réunification capitaliste de l'Allemagne: « Une Allemagne impérialiste unifiée est un réel danger non seulement pour l'Union sovié-

Démission du PC canadien

tique, mais pour le monde entier. » Comme alternative, les auteurs citaient la massive manifestation de protestation du 3 janvier à Treptow, à Berlin-Est, contre une profanation fasciste du monument aux morts soviétiques en tant que « témoignage vivant que la révolution politique en RDA peut conduire à une authentique démocratie ouvrière basée sur les conseils d'ouvriers et de soldats. » Ils ajoutaient: « Pour quoi donc le SED, avec le soutien des réformistes de l'URSS, préfère-t-il

nisme authentique: le trotskysme. Je recommande avec insistance aux camarades qui, malgré les capitulations passées et les positions anti-classe ouvrière prises au nom du CPC, veulent être léninistes de se joindre à moi. Mieux vaut tôt que tard lorsqu'on n'a que l'amère perspective d'une existence simplement "personnelle" ou d'une vie entière de servilité envers les sociaux-démocrates. »

Cette amère perspective est maintenant posée devant les membres du CPC. Le

Sneh, mais quand ce groupe a soutenu Israël dans la guerre de 1967, je l'ai quitté. Par la suite, j'ai cherché et j'ai été gagné aux positions du trotskysme.

En 1980, j'ai réadhéré au PC israélien et, quatre ans après, au Parti communiste du Canada. La victoire de la Révolution vietnamienne malgré sa direction stalinienne a eu un grand impact sur ma décision de réadhérer au parti. Bien que pleinement conscient des nombreuses trahisons de la classe ouvrière perpétrées par les partis staliniens internationalement, la victoire des ouvriers et paysans vietnamiens sur l'impérialisme US m'a amené à croire qu'il était possible que le Parti communiste soit un instrument pour



Seule la Ligue communiste internationale a combattu la réunification capitaliste de l'Allemagne. Ci-dessus, la banderole des trotskystes dans la manifestation antifasciste du 30 décembre dernier à Berlin-Est: « Pour le communisme de Lénine, Liebknecht et Luxemburg! Pour un parti léniniste égalitariste! »

« Nous, soussignés, déclarons sans ambiguïté notre opposition au bradage de la RDA. Que notre position appelant le SED à rompre immédiatement toute négociation sur la restauration capitaliste, que notre appel à la construction de conseils ouvriers en défense de la RDA soient connus par non seulement les travailleurs canadiens mais aussi par le SED et la classe ouvrière allemande. »

21 membres et amis du
Parti communiste du Canada,
février 1990

capituler? Est-il possible qu'il craigne davantage la révolution politique ouvrière que l'annexion de l'Allemagne de l'Est par les impérialistes? »

Avant de démissionner, Schwartz a distribué un document sur lequel il s'était battu en tant que délégué à la conférence provinciale d'Ontario deux semaines plus tôt. Sous le titre de « Appel à tous les communistes », son document dénonçait le soutien du CPC à l'invasion impérialiste du golfe Arabo-Persique et mettait en garde: « Le Parti communiste du Canada est à la croisée des chemins. Les alternatives posées sont la destruction ou la capitulation totale. Je propose une autre alternative, le programme du commu-

parti est une épave démolisée, beaucoup de ses membres ayant simplement voté avec les pieds l'année passée en démissionnant. Ceux qui restent sont sur la voie rapide de la social-démocratie en bonne et due forme. Face au stalinisme qui s'effondre dans son agonie finale, le programme du trotskysme est de plus en plus clairement la seule voie vers un futur communiste. »

La section canadienne de la LCI se renforce. Dans un numéro spécial regroupements, Spartacist Canada publie l'« Appel à tous les communistes » de Yossi Schwartz, la lettre d'un militant qui a quitté la YCL (organisation de jeunesse du CPC) et le document de fraction de la Revolutionary Marxist Tendency qui est sortie de Socialist Challenge (la section du Secrétariat unifié de Mandel) pour rejoindre la Trotskyist League.

Toronto, 7 octobre 1990

Membres du Parti communiste,

Je démissionne du CPC. Le lamentable document « Le Parti communiste et une nouvelle décennie » n'est qu'un indice supplémentaire de la dégénérescence du CPC vers le camp de la social-démocratie.

J'ai d'abord adhéré au Parti communiste d'Israël en 1963. Durant tout mon séjour en Israël, j'ai été un défenseur actif des droits nationaux du peuple palestinien. Lorsque le Parti communiste a scissionné en 1965, j'ai opté pour le groupe

la victoire des travailleurs sur les exploités capitalistes. De plus, contrairement aux trotskystes qui étaient en petit nombre, le PC pouvait se prévaloir d'avoir plus d'« influence ». Mais comme l'histoire l'a maintes fois prouvé, et comme cela m'a été démontré à travers les amères expériences des dernières années, c'est le programme qui est décisif.

Comme beaucoup d'autres camarades dans le parti, j'ai ressenti une grande amertume et me suis senti floué par les trahisons successives de Gorbatchev au profit des impérialistes - depuis le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan jusqu'au bradage de la RDA au Quatrième Reich. Une fois de plus, j'ai trouvé les seules réponses et le seul programme pour défendre les intérêts des travailleurs et des opprimés internationalement dans la politique révolutionnaire du trotskysme. La complète capitulation des dirigeants de notre parti qui veulent abandonner tout ce qui ressemble, même de très loin, au « communisme » en rampant devant les sociaux-démocrates, est simplement l'achèvement d'un processus commencé il y a de nombreuses années. Camarades, il y a des décennies que cette organisation n'a rien à voir avec la lutte pour le communisme.

Je quitte ce parti, non pas simplement à cause des positions anti-classe ouvrière qu'il a prises dans le passé, ni seulement parce qu'il a été un instrument au service de la bureaucratie soviétique plutôt que de la classe ouvrière, mais parce que ce parti est incapable d'analyser son passé et

Suite page 8

Spartacist Canada

Journal de la
Trotskyist League
of Canada

\$ 2.00 pour un
abonnement de quatre
numéros

Adresser vos règlements à:
Spartacist Canada Publishing
Box 6867, Station A,
Toronto, Ont. M5W 1X6, Canada

Regroupements révolutionnaires

Fondation du Groupe spartaciste de Pologne

Nous sommes fiers de publier ci-dessous un accord de travail commun entre la Ligue communiste internationale et nos camarades du Spartakusowska Grupa Polski (SGP) récemment fondé. Les militants du SGP sont venus à la LCI, étant arrivés au trotskysme révolutionnaire après plusieurs années d'effort pour redécouvrir le programme du communisme authentique. Ses cadres comprennent des militants qui furent politisés par les événements de 1980-81 en Pologne mais que le cléricisme réactionnaire de Solidarność révoltait. Ils étaient parmi les fondateurs du Ruch Młodej Lewicy (RML - Mouvement de la jeune gauche) qui était à l'origine un regroupement quelque peu hétérogène et qui cherchait à fonctionner comme une aile gauche dans l'organisation de jeunesse du POUP (le parti stalinien dirigeant). Cherchant la voie de l'internationalisme prolétarien, nos nouveaux camarades polonais entrèrent en conflit avec la perversion nationaliste stalinienne du marxisme ainsi qu'avec la gauche pro-Solidarność profondément nationaliste. Ils furent exclus d'une manifestation du Premier Mai en 1988 pour avoir porté des banderoles saluant Lénine, Luxemburg et Liebknecht, les dirigeants révolutionnaires des travailleurs russes, polonais et allemands. De plus en plus attirés par le trotskysme, ils s'assurèrent que des œuvres clés de Trotsky comme *la Révolution trahie* soient traduites en polonais.

Avant qu'ils ne lisent, pour la première fois cet été, la presse de la LCI, les camarades qui maintenant constituent le SGP étaient arrivés, par leurs propres expériences et batailles, à une position politique similaire sur plusieurs questions clés. Mais il a été nécessaire de tracer une ligne politique claire et incisive contre les

organisations pro-Solidarność comme les mandéliens et les morénistes qui se font passer pour des trotskystes. Comme le notaient nos camarades polonais dans une lettre à la section allemande: « Dans le mouvement trotskyste en Pologne, nous rencontrons souvent des militants avec un

modeste confirmation de la justesse de notre acharnement à faire revivre l'unité révolutionnaire historique des prolétariats allemand, polonais et soviétique. Les débuts de la révolution politique en Allemagne de l'Est (RDA), il y a un an, nous ont permis pour la première fois de tou-

New York, septembre 1981 - Les trotskystes américains manifestent contre Solidarność, le « syndicat »-maison roulant pour le compte de la CIA et des banquiers capitalistes. A droite, Waleśa exhibe l'argent de ses partisans occidentaux.



Workers Vanguard

pedigree "Solidarność" ou qui, dans tous les cas, fondent tous leurs espoirs sur "Solidarność". Jusqu'à présent, il leur est difficile de se débarrasser de ces illusions. Soit qu'ils ignorent la réalité de nos vraies traditions, soit qu'ils l'étouffent (pour des raisons "tactiques"). Il nous est de plus en plus difficile d'avoir un langage commun avec eux.»

Pour la LCI, cet accord représente un résultat bienvenu de notre intervention propagandiste de l'extérieur quant aux événements de Pologne. C'est aussi une

cher les travailleurs polonais avec de la propagande trotskyste en polonais. Les « Salutations internationalistes à nos camarades polonais » (décembre 1989) de nos camarades en Allemagne, produites avec l'assistance d'une sympathisante de langue polonaise à Londres, ont été largement distribuées parmi les milliers de travailleurs polonais de RDA. Ultimeurement, une « Lettre aux ouvriers polonais » (mai) du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands a été distribuée en Pologne même aux cheminots en lutte de Szczecin

et durant le congrès de Varsovie de la fédération syndicale OPZZ. Cette lettre, où nous opposons au chauvinisme croissant de la Grande Allemagne et au nationalisme de Solidarność la perspective de l'internationalisme prolétarien, est parvenue entre les mains du RML.

Il y a neuf ans, notre appel à « stopper la contre-révolution de Solidarność » marqua la concrétisation de la volonté trotskyste de défendre l'URSS et les Etats ouvriers déformés contre la restauration capitaliste. Les opportunistes de tout poil



Bulletin (Australia)

raillaient notre position principielle qui selon eux ne trouverait aucun soutien dans le mouvement ouvrier polonais. Nous avons donc toutes les raisons de nous réjouir de ce regroupement révolutionnaire en Pologne. L'adhésion de camarades polonais à la LCI, la fusion avec de nouvelles forces au Canada et au Mexique témoignent de la puissance du programme léniniste pour regrouper internationalement les militants subjectivement communistes. En avant pour reformer la Quatrième Internationale !

Accord de travail commun

entre le Mouvement de la jeune gauche de Pologne et la LCI

1. A partir d'Octobre 1917, le capitalisme a cherché à écraser ce qu'a accompli d'historique et au niveau mondial la Révolution russe. La restauration du capitalisme signifierait une paupérisation et un chômage massifs pour les travailleurs, ramenant toute l'arriération et le chauvinisme du passé et [cela signifierait aussi] des préparatifs pour une nouvelle guerre interimpérialiste. Nous, trotskystes, sommes pour la défense *inconditionnelle* de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme et la contre-révolution interne.

2. En Pologne l'agence première de la contre-révolution a été Solidarność, aidé et encouragé par l'impérialisme, le Vati-

can et la social-démocratie. Au moment de son premier congrès en 1981, Solidarność s'est consolidé derrière un programme de contre-révolution sociale: soutien aux « syndicats libres » anticommunistes, restauration du capitalisme par le parlementarisme bourgeois, et liquidation de l'économie planifiée. Si Solidarność avait été victorieux, il aurait aussi menacé l'existence des autres Etats ouvriers déformés, en plaçant entre les mains des impérialistes les principales voies d'approvisionnement et de commu-

nication entre l'Union soviétique et la RDA qui était alors en première ligne face à l'OTAN. A l'époque, la tendance spartaciste internationale (TSI, aujourd'hui LCI) appela à « stopper la contre-révolution de Solidarność » et soutint le coup d'Etat préventif de Jaruzelski, tout en combattant pour une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie parasitaire. Le RML [Mouvement de la jeune gauche] est en accord avec cette position. Ces événements furent un test décisif pour tous ceux qui se

veulent révolutionnaires ; il est nécessaire de nager à contre-courant quand le programme marxiste est en contradiction avec le niveau de conscience existant de l'écrasante majorité de la classe ouvrière.

3. Nous rejetons ce que disent les soi-disant militants de gauche quand ils prétendent que Solidarność dirigeait une « révolution politique prolétarienne » en 1981. Une authentique révolution prolétarienne a comme prémisses la *défense* des rapports de propriété collectivisée. Opposés à l'« autogestion » ouvrière qui signifie en réalité l'introduction des rapports de propriété capitaliste par l'opposition des travailleurs les uns contre les autres dans les différentes entreprises, nous sommes pour une économie planifiée, socialisée (incluant la collectivisation de l'agriculture), débarrassée du parasitisme bureaucratique, de l'arbitraire et de l'autarcie nationale stalinienne. La direction fondamentale de l'économie et de la société doit être décidée par le biais de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire par la domination des conseils ouvriers.

4. En accord avec le programme des premiers congrès de l'Internationale communiste, le trotskysme se prononce pour la révolution socialiste mondiale. A contrario, le dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays » est un mensonge nationaliste, antisocialiste, qui a pour objectif la conciliation de l'impérialisme. La politique que mène la bureau-

Panorama

Columbia University Press

Książka i Wiedza

sans crédit



La tradition communiste révolutionnaire de Pologne: Rosa Luxemburg et les « Trois W » - Adolf Warski, Henryk Walecki et Wera Kostrzewa, dirigeants du PC polonais à ses débuts.

Lettre de camarades polonais

La lettre que nous reproduisons ci-dessous a été adressée au Spartakist- Arbeiterpartei Deutschlands.

Wroclaw,
29 juillet 1990

Aux camarades spartacistes,

En tant que jeunes qui en étudiant sont arrivés – grâce à leurs propre effort et recherches – au trotskysme, cette tradition oubliée et ce courant révolutionnaire moderne du mouvement ouvrier, nous lisons avec intérêt vos publications. Pour autant que nous le sachions, vous êtes le seul courant qui commémore l'anniversaire de la mort de Lénine, Luxemburg, Liebknecht. Il se trouve que nous aussi nous sommes souvenus de cet anniversaire en Pologne.

Sachez que le Premier Mai 1988 nous avons été chassés d'une manifestation officielle à Varsovie parce que nous portions des banderoles dont l'une était sur « Lénine, Luxemburg, Liebknecht ». Lors du 70^e anniversaire de la mort de R. Luxemburg et de K. Liebknecht, nous avons distribué un tract dans les rues de Wroclaw, dédié à leur mémoire. Nous avons organisé une série de meetings avec des diapositives de la presse allemande et polonaise, au



Le Mouvement de la jeune gauche en Pologne, le Spartakist-Arbeiterpartei en Allemagne se sont battus pour faire revivre la tradition internationaliste des « Trois L » : Lénine, Liebknecht, Luxemburg. Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers allemands, polonais et soviétiques !

cours de laquelle nous avons documenté cette tradition oubliée. Grâce à vous, cette tradition est devenue plus répandue.

Dans le mouvement trotskyste en Pologne, nous rencontrons souvent des militants avec un pedigree « Solidarność » ou qui, dans tous les cas, fondent tous leurs espoirs sur « Solidarność ». Jusqu'à présent, il leur est difficile de se débarrasser de ces illusions. Soit qu'ils ignorent la réalité de nos vraies tradi-

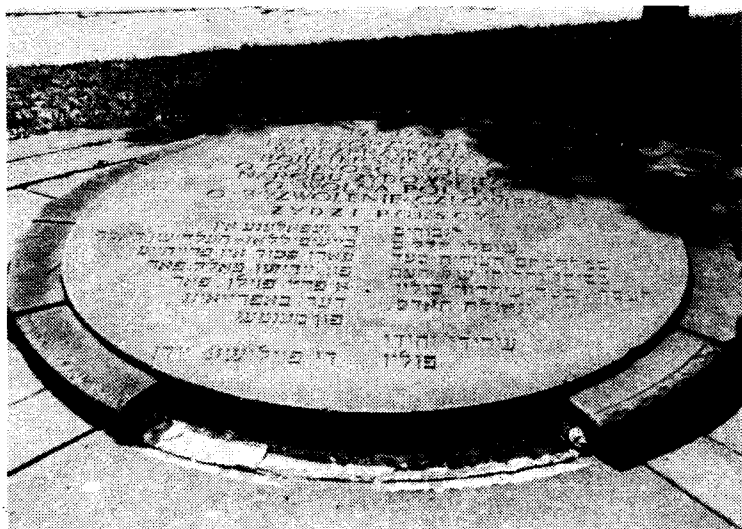
tions, soit qu'ils l'étouffent (pour des raisons « tactiques »). Il nous est de plus en plus difficile d'avoir un langage commun avec eux.

Nous entendons parler de projets pour étouffer votre position qu'ils considèrent comme « discréditant le mouvement trotskyste » (!) La discussion tourne court au moment même où elle devrait commencer.

La menace de l'impérialisme allemand contre laquelle vous mettez en

garde, et qui pèse sur les Etats ouvriers, est utilisée en Pologne pour alimenter l'hystérie nationaliste. Notre objectif est de nous y opposer par une position internationaliste qui appelle à la défense commune des acquis des révolutions ouvrières, de ce côté et de l'autre de l'Oder. Nous exprimons notre soutien complet à votre lutte.

Salutations internationalistes
AJ, RK



Varsovie – Monument à la mémoire de l'Insurrection du Ghetto de 1943, érigé en 1946 par des Juifs ayant survécu au massacre.

cratie gorbatchévienne, visant à apaiser l'impérialisme, et sa sape de l'économie collectivisée, déclenchant des conflits nationaux et ethniques sanglants, menacent l'existence même de la patrie d'Octobre. Les staliniens polonais, qui ont hypothéqué l'économie au profit des banquiers occidentaux et qui ont jeté les ouvriers dans les bras de la CIA et du Vatican, sont à l'évidence aux prises avec une banqueroute politique. Ceux qui ont pavé la voie à la restauration capitaliste ne peuvent diriger les luttes pour repousser cette dernière.

5. La nécessité de construire un authentique parti d'avant-garde trotskyste en Pologne, partie intégrante d'une Quatrième Internationale reforgée, est posée à brûle-pourpoint. Mais nous rejetons l'idée de la « famille du trotskysme » ; le trotskysme authentique n'a rien en commun avec les pourvoyeurs d'antisoviétisme pro-Solidarność tels les disciples de Nahuel Moreno et le Secrétariat unifié [SU] d'Ernest Mandel, qui en 1983 ont salué la direction de Solidarność comme les « meilleurs socialistes du monde ». Le RML, un groupe connu pour honorer les dirigeants communistes, Lénine, Luxemburg et Liebknecht, en est venu à reconnaître que le trotskysme représente la continuation des traditions révolutionnaires des « 3 L ». Le RML entra pour la première fois en contact avec le programme de la LCI alors qu'il était engagé dans des discussions avec les morénistes.

Deux aspects ont été particulièrement décisifs pour gagner le RML au programme de la LCI : 1) un accord sur le caractère de Solidarność 2) le soutien de ce groupe à la « plate-forme trotskyste » publiée par la fraction trotskyste du POS mexicain, qui a fusionné ultérieurement avec le Grupo Espartaquista de México.

6. Un parti trotskyste doit être une tribune du peuple, défendant toutes les victimes de l'oppression. La campagne de restauration du capitalisme fait revivre et intensifie tout le « vieux fatras » de l'ordre social d'avant-guerre, du cléricanisme réactionnaire au nationalisme pilsudkiste, en passant par l'antisémitisme. Comme l'a écrit Rosa Luxemburg en 1905 : « *Le clergé, autant que la classe capitaliste, vit sur le dos du peuple, tire profit de la dégradation, de l'ignorance et de l'oppression du peuple.* » La hiérarchie catholique que les staliniens se sont conciliée a longtemps exercé une influence décisive sur Solidarność. La réaction cléricale prend en particulier les femmes pour cible. Balayons les attaques contre le droit à l'avortement ! Avortement libre et gratuit ! Pour des crèches gratuites, ouvertes 24 heures sur 24 ! Pour la stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat ! A bas le dogme conservateur stalinien qui glorifie la famille, la principale institution d'oppression des femmes. Seul l'établissement d'une authentique société socialiste, basée sur l'abondance matérielle et l'égalita-

risme, peut réellement libérer les femmes.

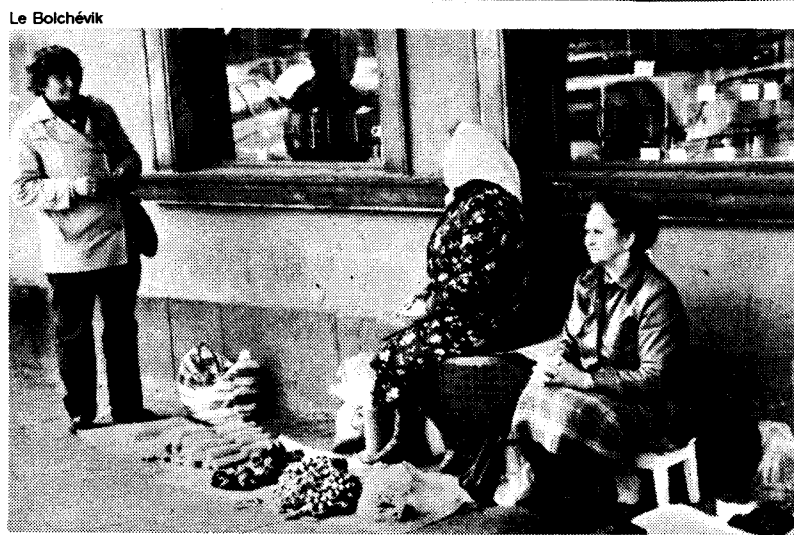
7. Nous honorons les 600 000 soldats de l'Armée rouge qui sont morts pour libérer la Pologne des nazis. Mais aujourd'hui les forces de la restauration capitaliste ont alimenté la montée d'un antisémitisme virulent, des nazis skinheads en Allemagne à la vermine du KPN [Confédération pour une Pologne indépendante] ici, en passant par les chauvins grands-russes de Pamiat. Pour des fronts uniques ouvriers pour écraser les fascistes ! Travailleurs de Pologne : écrasez les attaques chauvines contre les Juifs, les Ukrainiens, les Tziganes et les homosexuels ! Honneur aux combattants héroïques du soulèvement de 1943 du ghetto de Varsovie ! Défense des militants de gauche et des anciens membres du PZPR [POUP] contre les chasses aux sorcières anticom-

munistes ! Pour la lutte de classe contre les tentatives de démantèlement des acquis sociaux de l'économie collectivisée : pour des occupations d'usine et des grèves contre les privatisations et les fermetures d'usine !

8. En Allemagne de l'Est ce qui avait commencé comme une révolution politique s'est transformé en une contre-révolution capitaliste. Cette défaite du mouvement ouvrier a aiguisé les appétits du Quatrième Reich de l'impérialisme allemand pour une nouvelle « Drang nach Osten » [poussée vers l'Est]. Seuls nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands [SpAD] ont combattu la réunification capitaliste et luttent aujourd'hui contre le chauvinisme antipolonais et anti-immigrés, en tant que partie intégrante de la lutte pour la révolution

Suite page 8

Ci-contre, en mai à Szczecin, des cheminots en grève contre le « traitement de choc » capitaliste du régime Solidarność. Ci-dessous, des femmes vendant des légumes pour survivre.



Le Bolchévick

Regroupements révolutionnaires

Le Spartacist Youth Group de Dublin

Pendant le week-end des 6-7 octobre, un petit groupe d'étudiants du Trinity College en Irlande a formé le Dublin Spartacist Youth Group (DSYG). L'adhésion de jeunes révolutionnaires irlandais à la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) représente une extension modeste mais significative de notre tendance. A la réunion de fondation participaient des représentants de la Spartacist League/Britain, et des messages de salutations ont été envoyés par les sections de la LCI, y compris par les groupes au Japon et au Mexique.

Les camarades du DSYG ont été actifs dans les années passées au sein de groupes sur le collège tels que la Socialist Society et la Labour Society, participant à des protestations de front unique qui ont empêché l'« historien » britannique fasciste David Irving de parler à Trinity en 1988. Récemment, le groupe a organisé des opérations pour recouvrir de peinture des slogans antisémites fascistes. Il a également été partie prenante d'une lutte constante pour diffuser des informations sur l'avortement, y compris en distribuant un tract en com-

mun qui appelait à l'avortement libre et gratuit et à la libération des femmes à travers la révolution socialiste.

Le travail de la Ligue communiste internationale en Allemagne a été un instrument clé pour convaincre ces camarades de l'exactitude et de l'urgence de la politique spartaciste, en particulier par rapport aux centristes évoluant vers la droite de l'Irish Workers Group/Workers Power. L'IWG a publié une brochure de 18 pages, intitulée *Sectarisme et stalinophilie : la politique des spartacistes*. Alors que nous combattons bec et ongles contre la réunification impérialiste, l'IWG/WP se composait de partisans mous de la restauration capitaliste, à la queue de la social-démocratie, appelant au retrait des troupes soviétiques et saluant les émeutes anti-Stasi dans lesquelles les skinheads fascistes étaient prédominants. Les camarades de Dublin ont rejeté la stalinophobie de l'IWG/WP pour le trotskysme authentique de la LCI.

Des discussions sur la question nationale en Irlande et la nature des partis réformistes tels que l'Irish Labour Party

ont aussi été clés. La réunion de fondation a aussi approuvé les « Thèses sur l'Irlande », document spartaciste essentiel, qui a bien résisté à l'épreuve du temps depuis son adoption en 1977. Contre le chauvinisme travailliste et le nationalisme vert irlandais, le Dublin Spartacist Youth Group entend bien soulever la bannière de l'internationalisme prolétarien, et pas seulement dans le cadre de l'Irlande du Nord. Comme il est dit dans les « Thèses », les composantes clés d'une perspective révolutionnaire de la classe ouvrière incluent les mots d'ordre : Pour le retrait inconditionnel et immédiat de l'armée britannique ! Ecrasez le RUC (police royale de l'Ulster) et l'UDR (régiment de défense de l'Ulster) ! A bas le Prevention of Terrorism Act et toutes les lois de pouvoirs spéciaux en Grande-Bretagne et en Irlande ! Pour les pleins droits démocratiques pour la minorité catholique en Irlande du Nord ! Pas de discriminations à l'embauche et dans le logement ! Pour une échelle mobile des salaires et des heures de travail ! Pour des milices ouvrières basées programmatiquement sur l'anti-sectarisme pour

combattre la terreur des « loyalistes » et des « républicains » et les violences impérialistes ! Pour une fédération syndicale dans toutes les îles britanniques ! En avant pour une section irlandaise, partie prenante de la renaissance de la Quatrième Internationale ! Non à une réunification forcée ! Pour une république ouvrière irlandaise partie intégrante d'une fédération socialiste des îles britanniques !

Le DSYG s'est aussi occupé de la guerre qui se prépare dans le golfe Arabo-Persique, une question décisive à laquelle les révolutionnaires doivent faire face sur toute la planète. Pendant des années, la « neutralité » factice de la République d'Irlande en a fait une des composantes clés des forces militaires des Nations Unies, comme celles qui ont servi de garde-frontières au nord d'Israël jusqu'à ce que les bouchers sionistes les repoussent d'un revers de main après l'invasion du Liban en 1982. La réunion de fondation a appelé les syndicats à boycotter les préparatifs de guerre impérialistes et à se mobiliser pour « arrêter le ravitaillement des avions de guerre US à Shannon ! »

Pologne...

Suite de la page 7

socialiste. Les communistes polonais doivent combattre sans relâche le nationalisme pilsudskiste qui soumet les travailleurs aux diktats du FMI tout en vomissant son chauvinisme antisoviétique et anti-allemand. Seul l'internationalisme prolétarien offre une issue - Pour l'unité révolutionnaire des travailleurs soviétiques, polonais et allemands ! Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe !

9. Les réformistes et les centristes, abandonnant le principe de la défense des Etats ouvriers déformés contre la contre-révolution, participant à la contamination des masses ouvrières par le poison du chauvinisme national. Ainsi, des organisations telles que le SU, les morénistes et Pouvoir ouvrier soutiennent les nationalistes polonais de Solidarność tandis qu'en Allemagne ils sont à la traîne de groupes tels que le PDS, le SPD et/ou la Gauche unie, qui ont soutenu la réunification capitaliste revancharde. S'adaptant aux appétits divergents des différentes bourgeoisies nationales, les pseudo-trotskystes sont un obstacle à la construction d'un parti d'avant-garde international.

10. Les trotskystes polonais doivent chercher à se réappropriier les meilleures traditions du mouvement ouvrier polonais, forgé dans la lutte contre le chauvinisme national. Rosa Luxemburg en a été

un exemple : une communiste juive polonaise, dirigeante du prolétariat révolutionnaire allemand. Insultant Luxemburg pour son internationalisme, Staline n'a jamais eu confiance dans le PC polonais et finalement liquida ce parti qui fut le premier à défendre le camarade Trotsky en affirmant en 1923 que « le nom du camarade Trotsky est indissolublement lié à la victoire de la Révolution soviétique, à l'Armée rouge, au communisme. »

11. Tandis qu'aujourd'hui Walesa et Jaruzelski de manière obscène aiguillonnent le nationalisme polonais en célébrant la défaite de l'Armée rouge devant Varsovie en 1920, nous réaffirmons la politique du PC polonais d'alors qui non seulement se dressa en défense de la Révolution russe mais reconnut que le prolétariat polonais constituait un pont pour étendre vers l'Ouest la révolution jusqu'aux frontières de l'Allemagne et son puissant prolétariat. La défaite ultérieure de la Révolution allemande de 1923 donna une impulsion majeure à la consolidation de la bureaucratie stalinienne et à sa fausse idéologie de « socialisme dans un seul pays ».

12. Le RML est en accord avec la position de la TSI sur l'Afghanistan, saluant l'intervention de l'Armée rouge qui posa la question de l'extension des acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans et en particulier aux femmes opprimées. Le retrait des troupes par Gorbatchev a été une trahison, encourageant largement les impérialistes dans leur campagne de renversement de l'Etat ouvrier soviétique. Nous rejetons la revendication antisoviétique avancée par les soi-disant militants de gauche de retrait des troupes du pacte de Varsovie d'Europe de l'Est - Les troupes soviétiques ont constitué la première ligne de défense des Etats ouvriers contre l'impérialisme de l'OTAN. Beaucoup de combattants pour le trotskysme sortiront des rangs des soldats et officiers soviétiques.

13. Les camarades du RML se constituent en Spartakusowska Grupa Polski

(SGP). Le SGP et la LCI envisagent une fusion rapide, dans laquelle le SGP deviendra partie intégrante d'une internationale centralisée démocratiquement. Dans l'intervalle, sur les questions concernant la Pologne, les deux parties agiront en consultation.

14. Le SGP doit chercher à apparaître publiquement de façon systématique, en recrutant des cadres et en intervenant dans les différentes luttes et mouvements avec la propagande de la LCI. Un parti léniniste-trotskyste sera construit en Pologne par le haut, par des scissions et des fusions des organisations se réclamant de la révolution. Des cadres peuvent être gagnés parmi les stalinien de gauche ainsi que parmi les pseudo-trotskystes.

15. La LCI assistera les camarades en

Pologne en mettant en place un programme de formation systématique pour mieux les familiariser avec les positions spécifiques des sections de la LCI sur différents problèmes et événements dans le monde. Une intégration politique pleine et entière sera enrichie par des voyages, des échanges mutuels et des visites dans d'autres sections de la LCI. Il est envisagé en particulier que les camarades de Pologne participent à la campagne électorale du SpAD, et aident à la traduction du matériel électoral et des documents fondamentaux de la LCI en polonais. L'établissement d'un groupe de la LCI en Pologne représente un réel pas en avant dans notre capacité d'apporter le programme du trotskysme aux prolétaires d'Europe de l'Est et d'Union soviétique.

20 octobre 1990

Canada...

Suite de la page 5

de retourner à la voie révolutionnaire de Lénine et Trotsky. Je quitte ce parti parce qu'il est un obstacle sur la voie de la révolution socialiste ouvrière, parce qu'il refuse de se battre contre le bradage de l'Europe de l'Est et la menace de destruction de l'Union soviétique en tant qu'Etat ouvrier. Le programme des 500 jours de restructuration économique proposé par Eltsine et accepté par Gorbatchev n'est qu'un programme de restauration capitaliste.

Cette crise finale de la bureaucratie stalinienne prend ses racines dans la longue histoire qui a commencé avec la contre-révolution politique dirigée par Staline en 1924. J'encourage les camarades à lire mes précédents documents sur ce sujet. Cette crise est le résultat de la politique de collaboration de classe et de la soi-disant « coexistence pacifique » avec l'impérialisme qui a naturellement découlé de la théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays ». Je crois fermement que seule une révolution

politique ouvrière dirigée par un parti léniniste-trotskyste peut sauver l'Union soviétique.

Je quitte aussi le Parti communiste du Canada parce que ce parti est à la traîne des impérialistes contre l'Irak. Bref, je quitte le CPC parce que je suis un communiste.

Je le quitte pour rejoindre le combat historique pour construire l'Internationale communiste dont nous avons besoin de façon si urgente. Aujourd'hui, cela signifie se battre pour forger la Quatrième Internationale fondée par Trotsky en 1938 en continuité avec la Troisième, l'Internationale communiste créée en 1919. La seule organisation qui se batte pour ce programme est la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), dont la section au Canada est la Trotskyist League.

J'appelle tous les membres du CPC qui refusent de servir la classe capitaliste, ceux qui se considèrent léninistes, à se joindre à moi dans cette lutte historique.

Rejoignez la Ligue communiste internationale !

Yossi Schwartz,
Lakeshore Club

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 42 08 01 49

Rouen Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 35 73 74 47

Lyon Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

Provocation contre les ex-staliniens du PDS

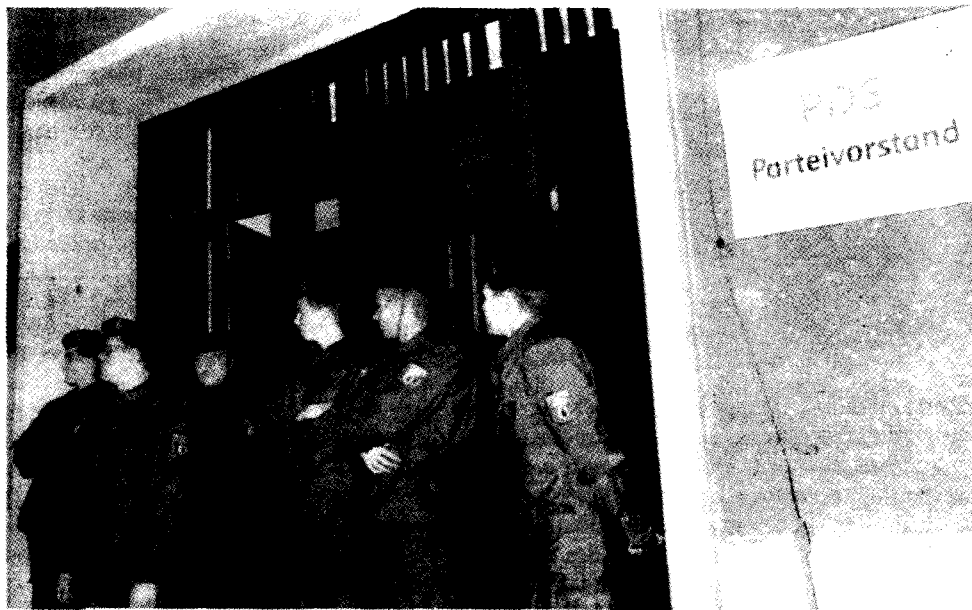
Chasse aux sorcières anticomuniste dans le Quatrième Reich

Le 19 octobre dernier, en pleine nuit, la police a envahi le siège du PDS à Luxemburgplatz, dans l'ancien Berlin-Est. Près de 150 policiers lourdement armés, une partie d'entre eux portant des gilets pare-balles, cernèrent le bâtiment. Accompagnés de personnages en civil, ils fouillèrent pendant 6 heures les bureaux, les quittant finalement à 5 heures du matin en emportant une liasse de papiers.

C'est ce même bâtiment, le Karl-Liebknecht-Haus, qui avait été pris d'assaut par les nazis juste quelques jours après que Hitler eut pris le pouvoir en 1933, proclamant un Troisième Reich. Maintenant, à peine deux semaines après l'absorption officielle par l'Allemagne capitaliste de l'ancienne République démocratique allemande (RDA), un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, l'impérialisme du Quatrième Reich de la Grande Allemagne a annoncé avec fracas que sa « démocratie » bourgeoise signifie la chasse aux sorcières anticomuniste.

Cette fois-ci, l'opération « nuit et brouillard » a été ordonnée par le gouvernement social-démocrate (SPD) de la ville-Etat de Berlin. Cette action était illégale de bout en bout : il n'y avait pas de mandat de perquisition (ils n'en avaient même pas fait la demande) ; le prétexte était « l'urgence », alors que le raid était prévu depuis plus de 13 heures. Et un des responsables policiers mit bas le masque quand il déclara hargneusement : « Une époque de 50 ans de contraintes est révolue. » Aujourd'hui, l'Etat démocrate-bourgeois allemand n'a pas besoin de mettre les nazis au pouvoir pour parvenir à ses fins, mais ceux-ci attendent dans les coulisses.

Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), s'est battu pour mobiliser les travailleurs pour s'opposer à l'Anschluss (annexion) contre la RDA, mettant en garde que cela apporterait chômage massif, destruction des droits des femmes, attaques contre les travailleurs immigrés et une chasse aux sorcières contre les « rouges ». Avec maintenant près de trois millions de chômeurs, les femmes chassées massivement de leur travail, des dizaines de milliers d'ouvriers étrangers expulsés et l'assaut contre le PDS, ces avertissements ont été plei-



Der Spiegel

Le 19 octobre, les flics de la Grande Allemagne investissent les locaux du PDS à Berlin.

ment confirmés.

Le lendemain de l'action policière, le SpAD a pris part à une action de protestation devant le bâtiment du tribunal administratif, avec le mot d'ordre de « Bas les pattes devant le PDS ! » La candidate spartakiste au Bundestag, Renate Dahlhaus, nota que Rosa Luxemburg avait été emprisonnée dans ce même bâtiment, et que plus tard, Luxemburg et Karl Liebknecht avaient été assassinés par les Freikorps (précurseurs des chemises brunes de Hitler), créés à l'instigation des sociaux-démocrates. Mais au lieu de mobiliser des milliers de manifestants pour protester contre cette dangereuse attaque policière, le PDS n'en amena qu'à peine une centaine.

Une semaine plus tard, cette réponse faiblarde s'est transformée en capitulation rampante du dirigeant du PDS Gregor Gysi. Après avoir livré la RDA aux capitalistes, Gysi a maintenant livré les trésoriers du PDS, Pohl et Langnitschke, à l'Etat bourgeois qui les a promptement emprisonnés. C'est une trahison de classe ! L'accusation était d'avoir envoyé quelque 100 millions de deutschemarks des comptes du PDS vers l'Union soviétique. Les deux trésoriers ont déclaré qu'ils essayaient de protéger leur parti contre les inquisiteurs de la Deutsche Bank et

les menaces d'illégalisation.

Dans un communiqué envoyé au gouvernement de Berlin, le SpAD demande la libération immédiate de Pohl et Langnitschke, la fin des attaques contre le siège du PDS, et « Etat bourgeois, enlève tes mains des trésoreries des partis de la classe ouvrière ! » Déjà l'été dernier, dans une lettre ouverte à la gauche (12 juillet), le SpAD avait dénoncé la loi d'expropriation des partis qui visait à criminaliser le PDS. Les spartakistes appellent le mouvement ouvrier à refuser de se soumettre à cette loi outrageusement anticomuniste.

Comme nous avons mis en garde, la réunification allemande s'est accompagnée de la répression des « rouges ». Dès le premier jour, l'ancien dirigeant du département de contre-espionnage de la Stasi, Werner Grossman, a été jeté en prison. Simultanément, un mandat d'arrêt était délivré contre l'ancien chef des services secrets Markus Wolf, dont les opérations d'espionnage couronnées de succès ont aidé pendant des dizaines d'années à la défense de la RDA et du bloc soviétique contre l'OTAN impérialiste. Une cour fédérale a déclaré légal d'exclure les communistes des syndicats. Et un tribunal du travail a déclaré que le fait de comparer les conditions de travail existant dans les usines à celles de l'époque nazie suffisait pour justifier un licenciement.

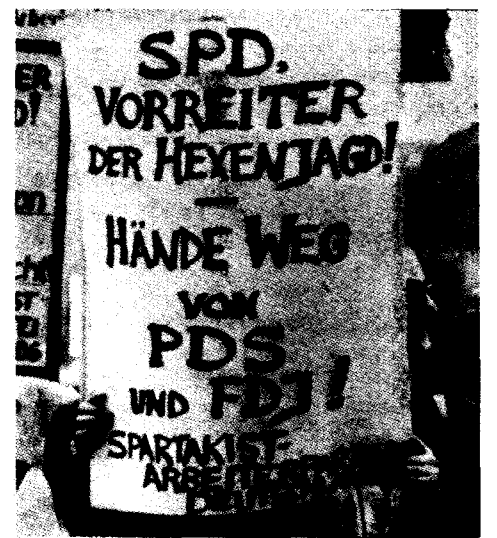
La chasse aux sorcières n'est en aucun cas limitée aux actions de l'Etat. Dans la nuit du 3 octobre, alors que les feux d'artifice explosaient au-dessus de la porte de Brandebourg pour célébrer la réunification capitaliste et que les foules scandaient « Deutschland über Alles », des bandes de skinheads nazis firent des descentes à travers tout le pays. A Leipzig, où il y a un an les manifestants défilaient pour démocratiser la RDA, les places se faisaient l'écho de l'intoxication nationaliste allemande, et des gangs, allant jusqu'à 200 fascistes et arborant des gourdins, faisaient le salut hitlérien, scandant « Sieg Heil ! » et « Etrangers dehors ! »

Le jour suivant, les milliers de policiers et de garde-frontières ouest-allemands qui avaient été amenés à Berlin pour occuper la nouvelle capitale de la Grande Allemagne ont pu se laisser aller contre une manifestation antiréunification de 10 000 personnes, appelée par les « Autonomes » anarchisants et qui incluait beau-

coup de jeunes et d'étrangers. Plus de 200 personnes furent blessées dans les charges brutales des flics. Le PDS avait prévu une marche en mémoire de la RDA pour le 2 octobre, mais il l'annula à cause du « manque de coopération » de la police !

Le fait qu'un parti de masse fort de 350 000 militants n'ait pas daigné descendre dans la rue dans sa citadelle est une expression de plus de la politique criminelle de capitulation du dirigeant du PDS Gysi et de l'ancien président de la RDA Hans Modrow. La semaine précédente, des meetings du parti avaient été à plusieurs reprises perturbés par de petites bandes de nazis. Le 30 septembre, un meeting électoral du PDS à Francfort-sur-l'Oder a été attaqué par des gangsters fascistes avec des gaz lacrymogènes et des pistolets d'alarme. Une semaine avant, 500 personnes participant à un meeting du PDS avaient été intimidées pendant 2 heures par 30 à 35 fascistes devant une police impassible.

Quand 150 fascistes ont perturbé une réunion de 5 000 personnes du PDS à Dresde, Gysi a déclaré de façon grotesque que « le radicalisme d'extrême droite appartient à la culture politique d'une démocratie pluraliste » ! Laissant ses militants sans défense, abandonnant à l'emprisonnement ceux qui tentaient de protéger le parti, Gysi cherche à se faire bien voir de la bourgeoisie en tant que « démocrate ». Mais il ne fait qu'encourager ceux qui, allant des réactionnaires d'ex-



Spartakist

Le SpAD dénonce la chasse aux sorcières anticomuniste conduite par le SPD : « Bas les pattes devant le PDS et la FDJ ! »

trême droite aux sociaux-démocrates, cherchent à liquider le PDS et tous les vestiges de ce qu'ils identifient (faussement) au communisme. Le libéral-social-démocrate Der Spiegel de février dernier a publié une campagne puante antisémitique contre Gysi, le caractérisant de « manipulateur ».

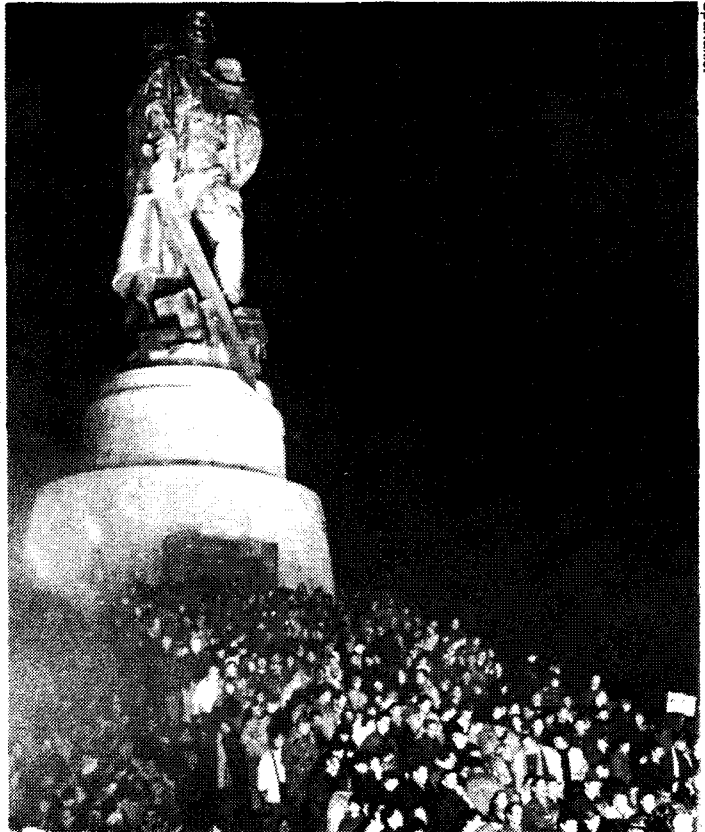
Avec les attaques contre le PDS, on assiste à des attaques répétées contre les logements des travailleurs mozambicains et vietnamiens, contre les immigrés turcs à l'Ouest et contre les soldats soviétiques. Dans la ville industrielle de Halle, près des usines chimiques géantes de Leuna et Buna, un immeuble où se trouvaient les locaux de divers groupes de gauche a été attaqué à plusieurs reprises par des bandes de skinheads-nazis qui s'en sont pris aussi aux passagers des tramways. Une manifestation de front unique contre les

Suite page 10



Der Spiegel

Gorbatchev et Modrow, dernier premier ministre à Berlin-Est, ont vendu la RDA.



Spartakist

Après la gigantesque manifestation antifasciste du 3 janvier dernier à Treptow, les stalinien ont capitulé devant l'offensive de la bourgeoisie.

Quatrième Reich...

Suite de la page 9

fascistes a été appelée pour le 2 novembre à Halle (voir le communiqué de presse du SpAD ci-dessus).

Alors que le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands construit cette action antifasciste avec un tract intitulé « Arrêtons les nazis par des mobilisations ouvrières de masse », les sociaux-démocrates et les médias bourgeois hurlent au loup. Un article dans le *Mitteldeutsche Zeitung* (26 octobre) s'élève contre le « langage militant » du SpAD et son « appel à défendre la Reformhaus par des groupes de combat ouvriers et des anciens soldats de la NVA [armée de l'Allemagne de l'Est] contre les attaques ». L'article cite un communiqué dénonçant « la prise de contrôle par les idéologues de la lutte de classe qui n'ont rien appris de l'Histoire ».

En réponse, le SpAD a écrit au journal: « De l'histoire menant à 1933, par exemple? La classe ouvrière d'Allemagne avait et a le pouvoir d'arrêter les nazis.

C'est la politique des sociaux-démocrates et des stalinien qui a empêché la classe ouvrière de résister à Hitler et l'a ainsi aidé à prendre le pouvoir. » Les spartakistes ont noté que plusieurs groupes (incluant le PDS, Vereinigte Linke, le KPD, les Jeunes socialistes, la Ligue des antifascistes et la Ligue gay) avaient appelé à la manifestation du 2 novembre, et qu'un front unique signifie la liberté de propagande pour tous les participants.

Le SpAD se présentera dans les prochaines élections au Bundestag du 2 décembre sous le mot d'ordre: « Pour la résistance ouvrière contre le Quatrième Reich. » Les candidats spartakistes seront présents non seulement à Berlin, mais aussi maintenant dans les Etats de Sachsen-Anhalt, Mecklenburg et Hambourg. Le programme électoral met en avant la lutte contre la chasse aux sorcières anticommuniste, des appels pour des brigades de défense ouvrières pour protéger les ouvriers immigrés, et pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les travailleurs immigrés et leur famille. Le SpAD a aussi manifesté

Manifestation antifasciste à Halle

COMMUNIQUE DE PRESSE DU SPAD

Halle, 2 novembre – Aujourd'hui à Halle, en Saxe, plus de 1 000 personnes, principalement des jeunes, mais aussi des ouvriers de l'industrie ont manifesté contre les fascistes. La cause de cette manifestation à laquelle avaient appelé entre autres le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, le PDS, VL [Gauche unie], Jusos [organisation de jeunesse du SPD], le KPD et l'Union des antifascistes, réside dans les multiples attaques brutales des skinheads nazis contre la *Reformhaus*, alors que la terreur skinhead contre les passants et les voyageurs persiste dans les transports publics à Halle.

Lors du meeting au début de la manifestation, Reinhard Hartwig, candidat des spartakistes au Bundestag pour la région de la Saxe déclara:

« La classe ouvrière est la seule force qui peut stopper les fascistes. » Les attaques nazies qui se multiplient contre les travailleurs immigrés et les meetings de la gauche ne peuvent être combattues ni par des appels à l'Etat bourgeois et à sa police dont la protection a permis dernièrement à 150 fascistes à Dresde de faire une marche à travers le centre ville, ni par des « propositions de discussion » avec les bandes fascistes meurtrières elles-mêmes. C'est pourquoi le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, avec son tract « Arrêtez les nazis par des mobilisations ouvrières de masse », a mobilisé avant tout dans les usines, comme Leuna et Buna, afin de donner dans la ville ouvrière de Halle un premier signe de comment nous pouvons en finir définitivement avec la terreur fasciste.

contre l'interdiction faite à l'immigration des Juifs soviétiques.

Dans un article de *Spartakist* (n° 77, 9 octobre), nos camarades rappellent la description de Trotsky des tactiques de Hitler au moment de son putsch de Munich de 1921: « A un meeting de la social-démocratie, il envoya une équipe avec Rudolf Hess. Il dit qu'à la fin du meeting ses 30 gars avaient sorti-tous les ouvriers et que ceux-ci étaient incapables de s'opposer à eux. Alors, il savait qu'il serait victorieux. Les ouvriers étaient organisés seulement pour payer leur cotisation. » *Spartakist* ajoute, à la suite de Trotsky: « Ce dont on avait et on a besoin, ce sont de groupes d'autodéfense d'ouvriers disciplinés et déterminés, qui puissent compter en plus sur le soutien de plusieurs milliers d'ouvriers et sur les opprimés. »

Au monument aux morts de Treptow, à Berlin-Est le 3 janvier, quelque 250 000 personnes participèrent à la plus importante mobilisation antifasciste de l'histoire de l'Allemagne, pour se tenir aux côtés de l'Armée rouge qui a balayé la dictature nazie. Les spartakistes furent à l'ini-

tiative de l'appel à cette manifestation qui fut ensuite repris par le SED/PDS. Les participants savaient que la réunification capitaliste signifierait la résurgence de la racaille en chemise brune. Cette « manifestation de combat » effraya non seulement la bourgeoisie et les bandes fascistes, mais aussi les bureaucrates stalinien, pour qui la présence massive de leur propre base, impatiente de combattre, évoquait le spectre de la guerre civile et de la révolution.

Les anciens maîtres stalinien se sont écroulés face aux assauts impérialistes, se rebaptisant eux-mêmes sociaux-démocrates, livrant leur pays et maintenant leurs propres représentants officiels. Cependant, beaucoup de membres et d'anciens membres de ce parti et d'autres se considèrent toujours comme des communistes, « en dépit de tout », selon le mot fameux de Karl Liebknecht. Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, qui a combattu la réunification capitaliste pied à pied, appelle ceux qui veulent retourner au communisme authentique de Lénine et Trotsky à rejoindre ses rangs. ■

Бюллетень Спартаковцев № 1



Bulletin Spartacist n° 1

Только что из печати!

Содержание:

Новое объемное **Введение**, анализирующее текущие события в Советском Союзе с позиций троцкистской исторической перспективы.

Что такое троцкизм

Глубокий анализ реальных позиций революционного троцкизма в противопоставлении ревизионистским течениям.

Три документа, отражающих вмешательство Интернациональной Коммунистической Лиги в развитие восстания в ГДР в прошлом году, включая декларацию **Что хотят спартаковцы** и письма к военнослужащим, распрстранявшиеся среди советских войск в ГДР.

Материалы из архива троцкизма:

В защиту маршала Тухачевского

Опровержение клеветы на одного из самых талантливых командиров Красной Армии.

Когда произошел советский термидор?

Перепечатка трудов Льва Троцкого:

Из Переходной программы:

«Положение СССР и задачи переходной эпохи»

Глава V из *Что такое СССР и куда он идет?*

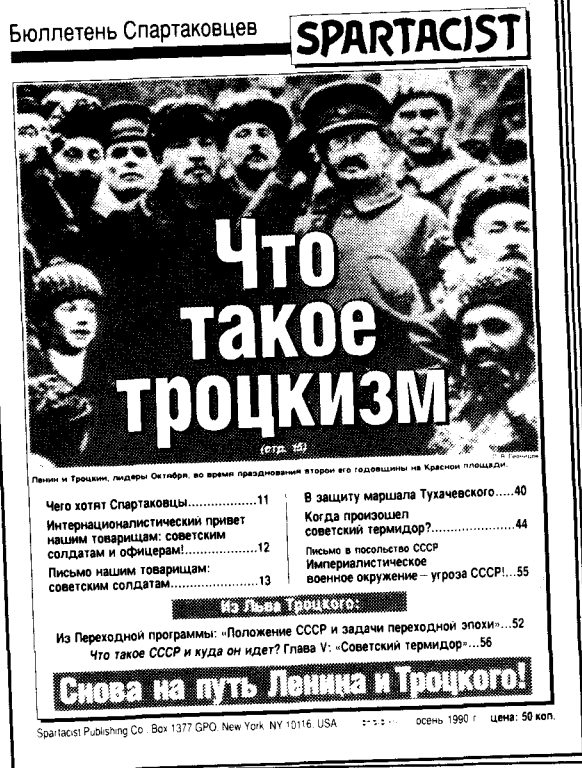
«Советский термидор»

Прорвите блокаду!

Письмо в посольство Советского Союза

Империалистического окружения — угроза СССР!

Пишите нам для получения дальнейшей информации и оформления соответственной оплаты в рублях: Spartacist Publishing Co. Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA



56 страниц

Цена: 50 копеек или эквивалент в другой валюте

56 pages

Prix: 50 kopecks 10 F ou équivalent dans d'autres monnaies

Vient de paraître! — En russe

Sommaire:

Une large « Introduction » place les événements en Union soviétique dans une perspective trotskyste.

« Ce qu'est le trotskysme »

Publié en anglais sous le titre « Le trotskysme: ce que ce n'est pas et ce que c'est » en février 1990: une analyse en profondeur des véritables positions du trotskysme révolutionnaire, contre les courants révisionnistes, en particulier à la lumière des événements en Allemagne.

Trois articles sur l'intervention de la LCI dans les soulèvements en RDA en 1989-90: l'article « Ce que veulent les spartakistes » et les lettres à nos camarades soldats distribuées aux troupes soviétiques stationnées en RDA.

« En défense du maréchal Toukhatchevsky »

Traduit de *Workers Vanguard* n° 321, 14 janvier 1983: la réfutation des calomnies contre un des plus brillants dirigeants de l'Armée rouge.

« Quand a eu lieu le Thermidor soviétique? »

Traduit de *Spartacist* édition anglaise n° 43-44, été 1989.

Ecrits de Léon Trotsky:

Extrait du *Programme de transition*

« L'URSS et les tâches de l'époque de transition »

Chapitre 5 de *la Révolution trahie*

« Le Thermidor soviétique »

Brisez le blocus!

Lettre à l'ambassade d'URSS

« L'encerclement impérialiste met l'URSS en danger »

Chèques et mandats à l'ordre de:
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

La jeunesse...

Suite de la page 12

ignoble et la plus dangereuse est celle qui a consisté à s'adresser à la FASP, ce « syndicat » des flics soi-disant « démocratiques », pour organiser le service d'ordre de la manif du 12 novembre. A l'heure où nous écrivons, il semble que les flics de la FASP doivent directement participer au service d'ordre ! Leur présence « aux côtés » des lycéens est une provocation criminelle vis-à-vis de ces jeunes qui vivent pour beaucoup quotidiennement l'intimidation et la terreur policières.

Flics hors des quartiers immigrés !

La bourgeoisie est en guerre contre la jeunesse ! Le mouvement étudiant de 1986 en avait fait la cruelle expérience en perdant un des siens, Malik Oussekiné, assassiné par les flics.

Dès le début du mouvement lycéen, le premier flic de France, Joxe, bombardé cyniquement spécialiste des relations avec la jeunesse, leur lançait cette véritable déclaration de guerre : « *Les événements de Vaulx-en-Velin nous incitent à réfléchir sur le renforcement de notre politique de prévention, mais aussi de répression, sur les formes de répression* » (*L'Humanité*, 17 octobre). Et de proposer pour appliquer ce programme de doter chaque département d'un super-flic pour superviser ce que ce gouvernement appelle les rapports avec la jeunesse, c'est-à-dire la pédagogie de la matraque et du képi.

Ces propos avaient pour cible les jeunes issus de l'immigration qui, malgré la volonté délibérée de la bourgeoisie de les isoler et de les réprimer, sont à la pointe du mouvement de contestation qui secoue le pays. Ces menaces non voilées ont été rapidement relayées par une tentative de briser la mobilisation lycéenne avec une nouvelle campagne raciste visant à tirer un trait d'égalité entre violence, délinquance et jeunes Beurs, avec comme proposition à la clé un flic derrière chaque porte de classe ! Mais cette tentative de les diviser a fait long feu, se heurtant à la combativité et à leur conscience des réalités sociales. Un porte-parole des lycéens a jeté au visage du gouvernement les causes de la violence : « *la politique de ségrégation, de la pauvreté, donc de la mise en ghettos* » (*L'Humanité*, 19 octobre).

Terreur raciste, chômage, ghettos, c'est effectivement le traitement que la bourgeoisie réserve à ces jeunes issus de l'immigration qu'elle voit comme une « classe dangereuse ». La seule autre issue qu'on leur laisse c'est, au nom de leur carte d'identité française, de leur inculquer un peu de patriotisme, comme le suggère le même Chevènement, et de les envoyer mourir comme leurs pères pour les intérêts d'un impérialisme qui a sucé jusqu'au sang les peuples dont ils sont issus !

Les vampires capitalistes ont imposé depuis des décennies à leurs pères un brutal système d'oppression qui donne sa base matérielle au racisme qui suinte de tous les pores de cette société. Subissant une exploitation féroce de leur force de travail, contraints à une vie misérable et précaire, en butte à la répression policière et judiciaire, ces travailleurs immigrés n'en constituent pas moins une véritable force sociale, une force sociale gaspillée, trahie, démoralisée et sacrifiée par les directions réformistes de la classe ouvrière sur l'autel de la collaboration de classe et du soutien à Mitterrand.

Aujourd'hui, les enfants de ces travailleurs, nés dans ce pays, se voient même refuser l'accès à la classe ouvrière, ce qui les rend encore plus vulnérables à la terreur raciste dont l'outil principal est la police, le bras armé de la bourgeoisie. D'après le témoignage d'un flic de la région parisienne, « *un adolescent qui n'a pas eu affaire avec la police est un miraculé en Seine-Saint-Denis* » (*Le Monde*, 17 octobre). La liste de ces jeunes, abattus froidement par ces brutes en uniforme,

s'allonge un peu plus chaque mois, de même que celle de leurs meurtriers libérés. Aux pierres lancées par les jeunes de Vaulx-en-Velin, la police a répondu par des lance-grenades et des fusils à pompe, et en envoyant ses provocateurs armés de matraques et de barres de fer, des méthodes dignes de l'apartheid. C'est contre cette violence quotidienne ignoble que les jeunes de Vaulx-en-Velin se sont révoltés. En même temps, ils faisaient voler en éclats la criminelle politique des réformistes de tout poil, de SOS-Racisme au PC, visant à faire croire que ces forces armées au service du capital pourraient se transformer en animateurs de centres de vacances dans des ghettos repeints en rose ! Quelques jours après l'explosion de la banlieue lyonnaise, le maire PC proposait sans vergogne une permanence le mercredi après-midi pour qu'un policier écoute les jeunes de la cité !

Les jeunes Beurs des cités-ghettos savent dans leur chair qu'un flic est un flic, même déguisé en gentil organisateur

advient de l'autre moitié, exclue du système scolaire. Et malgré la mystification des 80 % de jeunes « au niveau du bac » en l'an 2000 – mais avec ou sans bac un enseignement au rabais et de moins en moins de débouchés –, c'est la même sélection de classe qui s'opérera. Même si les besoins du patronat en main-d'œuvre plus qualifiée ont ouvert un peu plus les portes des lycées et rendu la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans, l'orientation précoce sur des soi-disant critères scolaires, la multiplication des filières imperméables entre elles, l'autonomie renforcée des établissements, l'assouplissement de la carte scolaire, les cadeaux généreusement concédés à l'Ecole privée comme en 1985 ont abouti à une véritable Ecole à deux vitesses qui fait le tri entre les enfants de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie et ceux de la classe ouvrière, en particulier immigrée. Un tri qui s'exprime, au moins pour le moment, par le fait que les lycées de Paris et ceux de la bourgeoisie des grandes villes se tiennent

part des étudiants et des lycéens de se libérer de l'autorité parentale et de mener une réelle vie sociale.

Dans les lycées, nous cherchons à instaurer un contrôle enseignants-élèves-ouvriers, et à maintenir les forces armées de l'Etat hors des écoles. Flics, vigiles et curés, hors des collèges, lycées et facs !

Au mépris de la vie quotidienne de ces adolescents et de leur désir légitime d'apprendre, s'ajoutent depuis dix ans des obstacles de plus en plus grands à l'entrée dans le monde du travail. La crise du capitalisme qui a ravagé depuis plus d'une décennie les pays industrialisés a besoin d'un volant de plus en plus large de chômeurs pour accroître les profits. Ce sont évidemment les couches les plus vulnérables du prolétariat qui ont fait les frais de l'anarchie de cette économie capitaliste, les travailleurs immigrés, les femmes, la jeunesse ouvrière et plus spécifiquement les jeunes issus de l'immigration. D'après une récente étude du CEREQ (Centre d'étude et de recherche pour les qualifications), en 1976, un jeune sur deux accédait à un emploi stable quelques mois après sa sortie de l'école ; aujourd'hui, seulement un sur cinq y parvient, alors que 60 à 70 % d'entre eux sont contraints de passer de petits boulots en stages pendant plusieurs années, et ce, même titulaires d'une vraie formation technique et de diplômes. Cela est d'autant plus vrai pour les jeunes de la deuxième génération, victimes de la discrimination raciste au niveau du travail, comme dans tous les aspects de leur vie quotidienne. Nous sommes pour la division du travail disponible entre toutes les mains et la même échelle de salaires que pour les travailleurs à temps plein. A bas le « travail précaire » ! A travail égal, salaire égal !

La révolte actuelle de ces lycéens est en train de mettre à nu le mensonge libéral bourgeois qui voudrait faire croire que la réussite scolaire est l'élément essentiel de la réussite sociale. Mais comme réponse à cette rage justifiée, les réformistes du PS et du PC, suivis par les pseudo-révolutionnaires de LO et de la LCR/JCR, offrent un mensonge encore plus insidieux qui prétend que quelques milliards de plus suffiront à faire de cette Ecole capitaliste une Ecole d'« égalité des chances » et que bien sûr, pour trouver cet argent, il suffit de puiser dans les dépenses d'armement. C'est au fond demander au capitalisme de renoncer à ses instruments de domination, de devenir un capitalisme à visage humain, transformant ses bombes en crayons et en gommes pour le bonheur des petits enfants ! C'est au fond perpétuer le mensonge qu'on peut réformer le capitalisme !

Dix ans de gouvernements Mitterrand, marqués du sceau de la collaboration de classe, sont la preuve cruelle et vivante que le capitalisme ne se réforme pas ; il faut le renverser ! Aujourd'hui, pour échapper à l'avenir de cendres et de mort que leur promet l'impérialisme français engagé dans la guerre du Golfe, les jeunes doivent savoir qu'à l'opposé des réformistes traîtres qui laissent croire que l'impérialisme belliciste pourrait donner « Du fric pour l'Ecole et pas pour le pétrole ! », les révolutionnaires exigent : Brisez le blocus de l'Irak ! Troupes impérialistes hors du Golfe ! Cette guerre, contrairement aux mensonges criminels des réformistes et des LO, LCR, est la leur car ils ont tout intérêt à une défaite cinglante de « leur » impérialisme qui les réprime dans ce pays.

Pour obtenir ce qui lui est dû, la jeunesse en lutte doit se débarrasser du cadavre puant du réformisme et de ceux qui s'y accrochent. Ils doivent se tourner fermement vers le programme révolutionnaire du trotskysme authentique, celui que nous défendons, et lutter pour la construction du parti révolutionnaire prolétarien multietnique, dans lequel cette nouvelle génération qui arrive par ses propres voies à la révolution doit prendre toute sa place. Il faut à nouveau lever bien haut le drapeau de la IV^e Internationale. ■

LO : plus de fric pour plus de flics

A propos de la révolte des jeunes de Vaulx-en-Velin de début octobre, *Lutte Ouvrière* (n° 1164, 12 octobre), le journal d'Arlette Laguiller, offrait comme solution concrète, entre autres, de « *concevoir une police ou des éducateurs qui seraient plus proches de la population et au moins, surtout en ce qui concerne la police, expurgée des éléments racistes* ». *Lutte ouvrière*, qui pendant des années s'est illustrée par son insensibilité de petits blancs à la question de l'oppression raciste, affiche là son réformisme révoltant. Soyons clairs, des flics « plus proches de la population », cela veut dire des filotiers, c'est-à-dire plus de flics dans

les quartiers ! Les marxistes savent que la bourgeoisie assure sa domination de classe par son appareil d'Etat, l'armée et la police. La police, servant entre autres à maintenir la ségrégation, est raciste en tant qu'institution, et faire croire que l'on pourrait la réformer, la purger, la démocratiser est criminel et ne peut que livrer les victimes de la terreur raciste pieds et poings liés à leurs bourreaux. Décidément, les jeunes qui cherchent une perspective révolutionnaire à la crise capitaliste qui les écrase doivent tourner le dos aux vils réformistes de *Lutte ouvrière*.

d'un match de football. Mais c'est le devoir de la classe ouvrière de ce pays de ne pas les laisser se battre seuls et les mains nues face à la terreur policière ou fasciste. Il faut organiser la défense des quartiers immigrés sur la base de comités de quartiers avec la participation et s'appuyant sur les syndicats ! Il faut exiger : Flics hors des quartiers immigrés ! Il faut lutter fermement pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

Pour une éducation de qualité, égale pour tous !

« *Plus l'Etat bourgeois était évolué, plus il mentait subtilement, en affirmant que l'école pouvait demeurer en dehors de la politique et servir la société dans son ensemble* » (Lénine, « Discours prononcé au premier congrès de Russie sur l'instruction publique », *Oeuvres*, tome 28). C'est à la réalité brutale de cette école capitaliste que sont confrontés aujourd'hui les lycéens des banlieues ouvrières en lutte. Les témoignages s'accumulent sur les bâtiments délabrés, les machines et le matériel scolaire dépassés ou hors d'usage, le manque d'enseignants et de personnel technique. C'est là le résultat des budgets de misère que les gouvernements de droite comme de gauche ont accordé à l'éducation des enfants de la classe ouvrière, parce que du point de vue de la bourgeoisie cette société n'a besoin que de jeunes ouvriers éduqués au rabais ou de techniciens formés au moule des besoins de l'entreprise et de la production.

Aujourd'hui, Jospin explique cyniquement aux lycéens que l'état catastrophique de leurs conditions d'études est dû essentiellement à la « massification » de l'enseignement secondaire, somme toute une bonne chose, et qu'une bonne réforme pédagogique et trois chaises en plus régleront la question. Se félicitant que plus de la moitié d'une classe d'âge accède à l'enseignement secondaire, il évite soigneusement de parler de ce qu'il

presque tous à l'écart du mouvement actuel. Pour les uns des équipements scolaires adéquats à une formation de qualité et d'avenir, pour les autres un enseignement au rabais.

La question de l'éducation n'est pas le domaine réservé des enseignants. L'Ecole est un important pilier de la société bourgeoise et la classe ouvrière a intérêt à lutter contre le fait que les écoles soient des instruments de la classe dirigeante et de la discrimination de classe. Le soulèvement révolutionnaire pas si lointain de Mai 68 a eu comme résultats quelques brèches minimales dans le rigide système d'éducation élitiste, mais la culture et la formation sont toujours un privilège.

Nous revendiquons la fin de toutes formes de système de sélection, qui perpétue les oppressions spécifiques de la classe ouvrière, des jeunes des minorités et des femmes. Tous les jeunes doivent avoir le droit de suivre les cours qu'ils souhaitent.

Nous croyons en la valeur de l'éducation et de la formation professionnelle en tant que reflets du développement de la capacité de l'homme à produire. Cependant, la cible de notre attaque n'est pas le système de notation et les critères de qualifications techniques en soi ; la société socialiste future que nous voulons aura besoin de moyens pour mesurer les compétences. Ce que nous dénonçons, ce sont les divisions de classe qui sont institutionnalisées au travers du processus d'éducation. Nous sommes donc pour l'abolition du baccalauréat et des systèmes de cycles à franchir dans les universités, pour la fin des exclusions du système scolaire par l'échec. Nous sommes pour une politique complète d'ouverture de l'enseignement supérieur, y compris des grandes écoles, ce qui ne peut avoir de signification que si tous les étudiants ont droit à une bourse.

De plus, nous demandons la réduction de l'âge de la majorité, ce qui, combiné aux bourses d'Etat, permettra à la plu-

Ni chômeurs, ni chair à canon

La jeunesse des banlieues refuse d'être sacrifiée !

11 novembre – Au moment où les impérialistes fourbissent leurs armes dans le Golfe et sont prêts à entraîner la planète dans la boucherie meurtrière d'une troisième guerre mondiale pour défendre leurs profits, toute une jeunesse en colère descend sur le pavé pour crier haut et fort qu'elle ne veut pas être sacrifiée sur l'autel des appétits impérialistes, et pour revendiquer haut et fort son droit à un avenir !

Au début du mois d'octobre, une explosion de colère de jeunes issus de l'immigration a enflammé une banlieue ouvrière/immigrée de la région lyonnaise après la mort d'un des leurs provoquée par les flics racistes ! Ce cri de révolte réprimé avec une incroyable brutalité par les flics de Mitterrand a trouvé son écho dans les mobilisations lycéennes qui grandissent sans cesse et qui ont fait leur cette révolte.

Depuis plusieurs semaines, les enfants des banlieues ouvrières et des ghettos dans lesquels la bourgeoisie enferme ceux qu'elle condamne au chômage et à la misère défilent en flot continu dans les beaux quartiers de Paris et des villes de province pour réclamer *tout et tout de suite* : une éducation de qualité, gratuite et égale pour tous, la fin des petits boulots, un avenir sans chômage et sans guerres. Tout ce que ce système capitaliste en décomposition ne peut plus leur offrir.

L'insistance des médias bourgeois à opposer le « réalisme » et l'esprit « responsable » de cette nouvelle génération à l'« utopie » de 68 cache mal l'inquiétude de la classe dirigeante devant ce mouvement de contestation qui grossit et qui porte en lui des attentes auxquelles seule une révolution prolétarienne victorieuse pourra répondre. Oui, ce qu'il faut aujourd'hui c'est un Mai 68 qui aille jusqu'au bout !

Rompez avec la bourgeoisie !

Pour la troisième fois en dix ans, un mouvement de la jeunesse fait trembler sur ses bases le règne de Mitterrand. Déjà en 1986 le gouvernement Chirac avait dû remballer son projet de loi Devaquet devant la menace de l'entrée en lutte de la classe ouvrière aux côtés des étudiants. De plus, l'immense mobilisation après la mort de Malik Oussekine, tué par les flics de Mitterrand-Chirac au soir d'une de ces manifestations étudiantes, avait souligné le potentiel explosif d'une unification de la lutte – ouvriers, jeunes et immigrés, tous ensemble contre la terreur raciste. Mais à l'époque, les directions réformistes du PS et du PCF et leurs sui-

vistes de la pseudo-« extrême gauche » avaient réussi à dévoyer le mouvement des étudiants pour qu'il serve de marchepied électoral à un nouveau gouvernement soi-disant « de gauche ». Et les travailleurs ont eu Rocard, un poing à la rose en plein dans la gueule !

Le mouvement lycéen pose aujourd'hui des enjeux autrement plus dangereux pour la bourgeoisie et ses valets réformistes. Il n'y a plus à Matignon de Chirac pour servir de fusible et protéger ce régime usé, corrompu jusqu'à la moelle et qui, sous la houlette d'un sphinx vieillissant, mène depuis dix ans une politique de régression sociale contre la classe ouvrière, de terreur raciste contre les travailleurs immigrés et leur famille, et de bellicisme tous azimuts pour préserver les lambeaux de domination de cet impérialisme de seconde zone qu'est la France.

C'est pourquoi les directions réformistes s'emploient à contenir l'incendie qui menace de tout balayer en tentant désespérément d'asphyxier le mouvement de la jeunesse dans le cadre étroit des problèmes de l'Ecole. La révolte des lycéens et leurs revendications posent au minimum la nécessité d'une *grève générale de l'Education nationale*. Il y a un an, les bureaucrates de la FEN, directement liés à Jospin, n'avaient pas hésité à reprendre l'infâme campagne raciste des « foudards islamiques », qui visait à exclure de leur collège des lycéennes d'origine maghrébine au nom de la défense de l'Ecole laïque – le comble de l'hypocrisie pour une social-démocratie qui, quelques an-

nées plus tôt, capitulait en rase campagne devant les exigences scolaires du cléricalisme catholique.

Aujourd'hui, la FEN a eu bien soin de ne donner autre chose que sa bénédiction verbale et paternaliste aux adolescents en lutte, et il a fallu plus d'un mois de mobilisations pour qu'elle « soutienne » la manifestation du 12 novembre – sans aucune mobilisation véritable. Quant au SNES, majoritaire parmi les enseignants des lycées et collèges et dirigé par le PC, et qui a lui aussi attendu un mois pour se décider à faire quelque chose, il s'est quand même fendu d'un appel à la grève. Mais si *l'Humanité* ne tarit pas d'éloges sur la combativité et la responsabilité des lycéens en colère, ces derniers ont dû se battre pendant plusieurs semaines avant que la CGT accorde prudemment son soutien à cette même manifestation du 12, alors qu'elle appelle deux jours après à la grève contre la contribution sociale généralisée.

Ces manœuvres sordides pour isoler et démoraliser ce début de révolte de toute une couche de la jeunesse sont à l'œuvre également à l'intérieur du mouvement lycéen lui-même, au travers des jeunes appareils de ces mêmes organisations réformistes qui dirigent les deux coordinations. Il y a en fait un partage des tâches entre la coordination dominée par le PS, le parti de Jospin, sous la houlette de Julien Dray et de Harlem Désir – ce dernier fervent avocat du dialogue « paternel » entre les flics racistes et les jeunes des cités – et l'autre coordination

dominée par les Jeunesses communistes liées au PC – le parti de l'atrocité raciste de Vitry –, les pseudo-révolutionnaires des JCR et de LO (cf. encadré p. 11), et les amis PS du ministre de la Guerre Chevènement, l'homme de *la Marseillaise* à l'école, l'artisan zélé du rapprochement de l'Ecole et de l'Armée qui déclarait récemment que ces deux institutions ont « les mêmes buts ».

Les batailles sans fin sur la « structuration » du mouvement ou les parcours des manifestations évitent de poser la question du gouvernement Mitterrand et de faire la jonction avec la classe ouvrière organisée, qui a seule la force sociale de faire rendre gorge à ce gouvernement ! Une perspective qui ne pourra se concrétiser qu'en brisant l'étau des directions réformistes, liées depuis dix ans à Mitterrand et qui musellent, trahissent et démoralisent la classe ouvrière pour le compte des fondés de pouvoir « socialistes » du capital.

Le danger que représente la contestation des jeunes explique que le mouvement lycéen soit aujourd'hui l'objet de toutes les manœuvres et tentatives de manipulation. Des politiciens bourgeois réactionnaires puisent dans les budgets municipaux pour payer les billets SNCF pour la manifestation du 12, tandis que des « amis » de Jospin et de Rocard dans l'UNEF-ID tentent de mettre sur pied une nouvelle coordination « apolitique », véritable machine de guerre pour casser la mobilisation. Mais la manœuvre la plus

Suite page 11



J.M. Turpin/Sigma

La jeunesse en colère veut tout et tout de suite. Oui, et comment ? Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout !

Rompez avec la bourgeoisie, ses ministres, ses flics et ses valets !